LE MONDE **libertaire**

Organe de la Fédération Anarchiste

Nº 199 – MARS 1974 – Prix 3 F.

DEBAT SUR L'AVORTEMENT

ET L'OBJECTION DE CONSCIENCE...

AFFAIRE A SUIVRE

Cours de formation anarchiste
GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL

tous les jeudis soir à 20 h 30 précises
10, rue Robert Planquette, Paris 18 è
Métro : Blanche ou Abbesses.

En février, Maurice Joyeux et Angel Pino nous ont analysé les premières révolutions contemporaines. Ces dernières marqueront énormément le mouvement ouvrier jusqu'à nos jours. Ces révolutions semblent marquées par deux phénomènes adverses : la continuation des erreurs commises dans le passé (croyance dans le patriotisme, en la représentativité des souhaits du prolétariat par les députés bourgeois et du garant de l'armée républicaine.)

En mars, Angel Pino dans son deuxième cours retiendra les leçons données par le triomphe de la révolution léniniste en U.R.S.S. Et de son côté Floréal Melgar nous expliquera une autre forme de prise de pouvoir marxiste en période révolutionnaire : la révolution maoïste.

7 mars :
- *La révolution socialiste bourgeoise (de février 1905).*
- *La révolution léniniste d'octobre (1917).*

par Angel Pino.

14 mars :
- *La révolution chinoise*
- *Le socialisme et le monde paysan*
- *L'influence de Kropotkine dans les milieux intellectuels*
- *La tentative d'industrialisation de 1920*

par Floréal Melgar.

21 Mars :
- *L'échec de Canton, de Shanghaï en 1924*
- *Le retour de Mao Tsé-toung à la paysannerie et sa rupture avec Moscou.*
- *Les guerres démocratiques : la longue marche, le triomphe de Mao.*

par Floréal Melgar.

11 avril :
- *Cours d'orateur animé par Maurice Laisant.*

Les responsables des cours :
Maurice Joyeux - Ramon Pino - Jean Duteil - Thyde Rosell - Martine Graillot.

COLLOQUES – DEBATS

le Samedi après-midi à 17 h,
au local du groupe Louise Michel
10, rue Robert Planquette
PARIS 18ème
Métro : Blanche ou Abbesses

- SAMEDI 2 MARS
La situation paysanne
par Eric.

- SAMEDI 9 MARS
- L'art à partir de la conception de Tolstoï, par des militants du G.A.E.L.

- SAMEDI 16 MARS
- L'art et la science
- L'art dans la Société libertaire, par des militants du G.A.E.L.

- SAMEDI 23 MARS
Exceptionnellement le colloque aura lieu à 20 h 30. (Une permanence sera assurée à partir de 17 h 30).
LES PROBLEMES DE L'ANARCHIE, par Gaston LEVAL (auteur de « Espagne libertaire 36/39).

- SAMEDI 30 MARS
- Francisco FERRER et L'ECOLE MODERNE,
par CARMEN SANCHEZ

CLERMONT-FERRAND
10 Mars 1974
à 10 h

MEETING

pour dénoncer la répression en Espagne et en Italie

Ancien Lycée
Blaise Pascal

TOURS
Jeudi 7 Mars 1974
Salle BALZAC

avec Maurice Laisant
sur le thème

« Si tu veux la paix, prépare la paix »

Organisé par « l'Union Pacifiste »

avec le soutien de

Groupe de Recherche et d'Action Non-Violente, Fédération Anarchiste, Association pour la protection contre les rayons ionisants.

Le G.A.E.L organise le vendredi 15 Mars à 20 h 30

33, rue des Vignolles
PARIS 20e
(Grande-Salle)

Une conférence-débat ayant pour thème : La Révolution pédagogique avec MATHILDE NIEL.

●

Le directeur de la publication :
Maurice Laisant
Imprimerie POINT 2000 - Paris XIe
Diffusion S.A.E.M.-Transports Presse
Commission paritaire : N° 28.639

VENTE MILITANTE

Tous les dimanches de 10 h à 12 h à Saint-Denis - Rue de la République

●

Dimanche une fois par mois
Place Aligre Paris 12e
Marché rue Lepic Paris 18e
Marché du Poteau Paris 18e
Avenue de St-Ouen Paris 18e

Dimanche 1er et 3ème du mois
Porte St-Cloud
rue Lecourbe
marché porte de la Plaine
marché de Brunoy 91
Famiprix de Cachan
Palaiseau.

●

Pour les copains et les curieux on a gardé quelques N° 4 de GESTION DIRECTE

organe de Liaison des Postiers de la Fédération Anarchiste

APPORTEZ-NOUS VOTRE SOUTIEN

et du sonnant ! MERCI

Pour tous renseignements

s'adresser
LIBRAIRIE PUBLICO
3, rue Ternaux
75011 PARIS

LES PRINCIPAUX COURS
organisés par le Groupe Libertaire Louise Michel
seront disponibles
en
MINI-CASSETTE
Renseignements
à la Librairie Publico

COMMUNIQUE

Création d'un groupe d'élèves ingénieurs envisageant des études sur la production d'énergie propre (solaire, éolienne, géothermique, aquathermique, biologique...) en vue d'applications dans un délai assez bref.

Notre but est de lutter contre la pollution et de contribuer à une démonopolisation de la production d'énergie.

Les groupes similaires déjà existants peuvent nous contacter et les gars solitaires intéressés peuvent se joindre à nous.

Ecrire à :

Ch 734
Cité U de Citeaux
4, rue de Citeaux
75012 Paris

ou à

Eric groupe libertaire Louise Michel
3, rue Ternaux
PARIS 75011

(mettre un timbre pour la réponse car nous ne sommes pas riches).

près de nous

ESPERANTO

Nous vous rappelons que tous les mercredis a lieu au local du groupe libertaire Louise Michel : 10, rue Robert Planquette - Paris 18ème

Le cours d'espéranto à 18 heures.

Les camarades qui seraient désireux de suivre ce cours, peuvent se présenter directement ou demander des renseignements à :

Mme Claudette Cheber, 210, av. PIERRE-BROSSOLETTE - 92240 Malakoff.

AIN
GROUPE LIBERTAIRE - OYONNAX
Pour tous renseignements, écrire aux relations intérieures.

BOURG-EN-BRESSE
LIAISON FA
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

ALLIER
GROUPE ANARCHISTE
MONTLUÇON - COMMENTRY
Pour tous contacts, s'adresser aux Relations Intérieures.

LIAISON F.A. - VICHY
Pour tous renseignements, s'adresser : 40, rue A.-Cavy, 03 - BELLERIVE.

ALPES DE HAUTE PROVENCE
LIAISON ANARCHISTE
CONTACTS ET INFORMATIONS
Problèmes Communautaires. Ecrire aux Relations Intérieures.

ALPES-MARITIMES
Liaisons FA. S'adresser Relations Intérieures

BOUCHES-DU-RHONE
LIAISON MARTIGUES
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations intérieures.

CHARENTE-MARITIME
GROUPE LIBERTAIRE LOUIS LECOIN - SAINTES
Pour tous renseignements, s'adresser : Pierre Rousseau, 12, rue de la grandfont, 17 - Saintes.

CHER
LIAISON F.A. - VIERZON
Pour tous renseignements, écrire aux Relations intérieures.

CHARENTE-MARITIME
GROUPE D'ACTION LIBERTAIRE
LA ROCHELLE
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

DOUBS
GROUPE BISONTIN DE LA FA
S'adresser aux relations intérieures.

EURE-ET-LOIR
GROUPE LIBERTAIRE DE CHATEAUDUN
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

GIRONDE
GROUPE ANARCHISTE SEBASTIEN FAURE - BORDEAUX
Réunion chaque mois sur convocation. Le cercle d'étude libertaire : tous les jeudis à 21 h 30, 7, rue du Muguet (Causerie-débat). Permanence du groupe tous les Samedis de 16 h à 18 h, 7, rue du Muguet.

ILLE-ET-VILAINE
GROUPE ANARCHISTE RENNES LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

INDRE-ET-LOIRE TOURS
Groupe Libertaire Tourangeau
Pour tous renseignements, écrire aux Relations intérieures.

LOIRE
LIAISON F.A. - SAINT-ETIENNE
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

LOIRE ATLANTIQUE
NANTES — Groupe Anarchiste
Pour tous renseignements, s'adresser 33, Maison Radieuse
44400 — REZE

LOIR-ET-CHER
VENDOME - liaison F.A.
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

LOT
FORMATION ANARCHISTE DE GOURDON - GOURDON
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

LOT-ET-GARONNE
GROUPE DE L'INCREVABLE ANARCHIE - AGEN - Edite « l'Increvable Anarchie »
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

LOZERE
LIAISON F.A. - MARVEJOLS
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

MAINE-ET-LOIRE
GROUPE NI DIEU NI MAITRE ANGERS
Pour tous contacts, s'adresser aux Relations Intérieures.

MEURTHE-ET-MOSELLE
GROUPE DE NANCY
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

MOSELLE
GROUPE LIBERTAIRE DE METZ
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

MORBIHAN
LIAISON F.A. - VANNES
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

MORBIHAN
LIAISON F.A. - LORIENT
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

NIEVRE
LIAISON F.A. - NEVERS
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

NORD
GROUPE KRONSTADT
Région LILLE-ROUBAIX-TOURCOING
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

NORD
Groupe « Nous sommes la TEMPETE »
Groupe Lycéen et Etudiant de propagande Libertaire
Pour tous renseignements, écrire : Guy LE FLECHER 38, rue Princesse 59000 LILLE.

PAS-DE-CALAIS
GROUPE ANARCHISTE FRANCOIS-VILLON - BETHUNE
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PAS DE CALAIS
ARRAS,
Groupe Artésien,
Pour tous contacts écrire aux Relations Intérieures.

PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PYRENEES-ORIENTALES
GROUPE L'INTRANSIGEANT
PERPIGNAN
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PARIS ET SA BANLIEUE

GROUPE D'ACTION ET D'ETUDE LIBERTAIRES. PARIS 20e
Rassemblement de tous les Anarchistes autour de thèmes de réflexions divers. (Pédagogie, Art, Anarcho-Syndicalisme, Créations, Préoccupations Individuelles).

GAEL
Réunion : - le mercredi 20 h 30, - le vendredi 20 h 30. Permanence - le samedi 15 h.
33, rue des Vignoles PARIS 20e
Métro : Avron

GROUPE LIBERTAIRE KROPOTKINE - Paris - Banlieue Sud.
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

GROUPE LIBERTAIRE NADA
Pour tous renseignements, écrire aux Relations intérieures.

LIAISON DES POSTIERS
Edite « Gestion Directe »
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL
Local : 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic) PARIS (18e). (Métro : Blanche ou Abbesses).
Permanence assurée par les militants du groupe chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques.
Pour tous renseignements : écrire à Maurice JOYEUX, 24, rue Paul-Albert, Paris-18e ou téléphoner à 076-57-89.

GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE - ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI
13e, 5e, 11e arrondissements.
S'adresser à Marcel : 3, rue Ternaux, PARIS 11e

GROUPE BAKOUNINE, SOCIALISTE LIBERTAIRE - 7e et 15e arrondissemts
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PARIS - SUD-OUEST
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL
15e et 16e arrondissements.
Pour tous renseignements, ecrire aux Relations Intérieures.

GROUPE ANARCHISTE DE LA BOETIE
NORD DES HAUTS DE SEINE
Acceuil : salle du centre administratif, place de la Maire - Asnières (2ème et 4ème mercredi du mois à 21 H.

la Mairie, ASNIERES (deuxième et quatrième mercredi à. 21 h).

PRESENCE ANARCHISTE
MONTREUIL - LES LILAS
Contacts entre isolés, diffusion du M.L.
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

NANTERRE
Groupe en formation. Pour tous renseignements s'adresser aux Relations Intérieures.

BANLIEUE SUD
GROUPE NI DIEU NI MAITRE -
Pour tous contacts, s'adresser : PUBLICO, 3, rue Ternaux, 75011 Paris

BANLIEUE-SUD
GROUPE LIBERTAIRE DE PROPAGANDE - FRESNES - ANTONY
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

VINCENNES
Groupe en formation. Pour tous renseignements s'adresser aux Relations Intérieures.

SEINE SAINT DENIS
MONTREUIL — ROSNY
Groupe Anarchiste VOLINE
Pour tous renseignements s'adresser aux Relations Intérieures (vente ML à Rosny et à Montreuil — Mairie).

ESSONNE
GROUPE NESTOR-MAKHNO
BRUNOY - CHENNEVIERES
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations intérieures.

YVELYNES
GROUPE DE PRESENCE ANARCHISTE
CHATOU — Houilles

YVELINES POISSY
Groupe Anarchiste en Formation,
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

RHONE
Groupe Anarchiste de Lyon
Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures ou SIA 25, rue René Leynauld 69001 LYON

SEINE-MARITIME
GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND - Le HAVRE
Pour contact, écrire aux Relations Intérieures.

SEINE-MARITIME
GROUPE LIBERTAIRE
BOLBEC - LILLEBONNE
Pour tous contacts, s'adresser aux Relations Intérieures.

SEINE-MARITIME
GROUPE LIBERTAIRE DELGADO GRANADOS - ROUEN
Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures.

SOMME
GROUPE ANARCHISTE - AMIENS

Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures.

VAR
LIAISON ANARCHISTE TOULONNAISE
Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures.

VIENNE
GROUPE EN FORMATION
POITIERS
Pour tous renseignements, écrire aux relations Intérieures.

VIENNE (HAUTE—)
GROUPE LIBERTAIRE SEBASTIEN-FAURE - LIMOGES
Pour contacts, écrire Relations Intérieures.

YONNE
GROUPE ANARCHISTE D'AUXERRE-AVALLON.
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

BELGIQUE
LIAISON MONS
PROVINCE DU HAINAULT
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
LIAISON CHARLEROI
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

LIBRAIRIE PUBLICO
Relations Intérieures.
3, rue Ternaux, 75011 PARIS.
Tél. : VOL. 34-08.

TRESORERIE

Pour tout règlement, envoyer vos fonds à Yvonne DALMENECHES au nom de PANNIER, C.C.P. 14-277-86, Paris.

La trésorière :
Yvonne DALMENECHES

Nº 199 MARS 1974

SOMMAIRE

EDITO Pages

Souviens-toi 3

EN DEHORS DES CLOUS

De l'ingratitude. 4
par P.V. BERTHIER

L'ordre Archiste 4
par CARMEN

Ça Foire 4
par le PERE PEINARD

ACTUALITE

La liberté sans retour 5
par STEPHANE ROTFEL

Puig Antich ne doit pas mourir 5
par PHILIPPE DAVANZE

Vrai ou faux 5
par J.C. CANONNE

Des scandales et j'en passe 5
par ROLAND BOSDEVEIX

« Combat » ou les difficultés d'exister pour un journal de « gauche » 6
par MAURICE JOYEUX

Informations internationales 12

Le projet de réforme de l'enseignement secondaire ou la poudre aux yeux 16
par MATHILDE NIEL

SUR LE FRONT DU TRAVAIL

Usine Rateau en grève 7
par PATRICK MOULIN

Grève aux dépôts havrais des docks Fouquet . . 7
par le groupe libertaire JULES DURAND

Dans les ports et docks 7
par L. HEUSTETE

ANTIMILITARISME

Toujours l'armée (les législateurs violent la loi) . . 11
par la REDACTION

Imprimeur ou censeur ? 11
par ANTOINE LAVERDURE

ANARCHISME

Classique de l'anarchie 6
Fernand Pelloutier

A Carrare 13
par MAURICE JOYEUX

NECROLOGIE 12

ETUDES ET ENQUETES

La réplique des pétroliers . . . . . 8 et 9
par JACQUES QUILLIEN

Croissance et démographie 10
par PATRICK BERLHE

Qui paye les antinucléaires 10
par le comité antinucléaire de Paris

LITTERATURE – ARTS – SPECTACLES

Cinéma : Nada 14
par FLOREAL MELGAR

Le livre du mois *par MAURICE JOYEUX* 15

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
VOLtaire 34-08
à adresser à LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15
Prix de l'abonnement

France :	6 numéros	15 F	Etranger :	6 numéros	19 F
	12 numéros	30 F		12 numéros	38 F
sous pli fermé :	6 numéros	22,20 F	Par avion	6 numéros	24 F
	12 numéros	44,40 F		12 numéros	48 F

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom . . . . . .
Prénoms . . . . . .
Adresse . . . . . .
. . . . . .
A partir du numéro . . . . . .

EDITO

SOUVIENS-TOI

Français vous avez la mémoire courte *Maréchal Pétain*

En 1958, un homme grand par la taille faisait le procès d'une quatrième dont il était l'auteur.

Mais sa harangue ne s'arrêtait pas à ce bilan du passé, il envisageait l'avenir ; un avenir plein de promesses, selon la tradition de tous ceux qui font commerce de politique.

Si l'échéance des félicités assuré se trouvait quelque peu retardée, la responsabilité en incombait à tous les incapables qui s'étaient relayés au pouvoir.

La venue du politico-militaire allait mettre un terme à la faillite du pays et acheminer celui-ci vers des bienheureux lendemains.

L'on ne pouvait pas brûler les étapes, mais les relais étaient prévus, les dates fixées, qui apporteraient à tous bien-être et bonheur.

Ces termes nous les avons traversés sans même nous en apercevoir.

C'étaient les salariés français dont le standing serait au niveau de celui des travailleurs des USA ; c'était la fin d'une guerre d'Algérie qui s'est terminée (ne faut-il pas que toute guerre se termine un jour ?) quelques trois ans après les prévisions ; c'était... qu'il suffise aux esprits curieux de relire les journaux de l'époque, et de s'attarder aux « discours politiques ».

Quelles promesses mes amis ! L'abondance coulerait à flots ! Des pactoles rouleraient leurs pépites aux quatre points cardinaux du pays !

Par malheur, au jour de l'échéance, un malencontreux incident venait ruiner ces espoirs énoncés en certitudes et il suffisait en 1968 de l'agitation d'un « quarteron » de mécontents (de Gaulle dixit), pour ébranler un régime assis par dix ans d'exercice et pour mettre à sec les finances nationales.

Mais il est un domaine où les choses sont plus flagrantes encore.

La cinquième République était la fin des scandales.

Ses sœurs ainées, troisième et quatrième du nom, possédaient en effet, à cet égard, un palmarès digne d'admiration.

Cette fin des scandales porta dans le ravissement l'armée des gogos qui se ruèrent aux urnes en rangs pressés pour placer au pouvoir l'homme providentiel, dont l'ombre grotesque pèse encore sur les esprits.

Depuis, une quinzaine d'années se sont écoulées.

Quinze années, cela compte dans la vie d'un homme et devrait permettre d'établir un bilan, à moins d'en laisser le soin aux arrière-petits-enfants de nos arrière-petits-enfants qui, avec le recul du temps, pourront juger de l'expérience.

Pour les curieux qui ne veulent pas en remettre à si loin le terme et qui consentent à se souvenir, quelle avalanche !

Si, comme il est dit plus haut, les troisième et quatrième Républiques ne se sont pas sorties de leur règne les mains blanches et le cœur pur, on peut constater que dans ce domaine elles étaient des petites filles au regard de leur héritière.

Il serait impropre de dire que ce régime « sans scandale » en a connu, la vérité est qu'il en regorge et qu'il constitue en lui-même un scandale permanent.

Le seul titre de gloire dont il puisse se prévaloir est d'avoir, si longtemps, pu les camoufler.

Il serait impossible et fastidieux dans ce journal de les énumérer tous.

Qu'il nous souvienne seulement de la « grandeur » d'une France qui kidnappait des parlementaires en la personne de Ben Bella et de ses compagnons, et qui passerait aujourd'hui en cour d'assises pour délit de droit commun !

Qu'en disent ceux qui s'émeuvent des exploits des Palestiniens ?

Qu'il nous souvienne seulement de l'assassinat de Ben Barka grâce aux soins conjugués des gangsters internationaux et de la police française, affaire dans laquelle se trouvaient mêlés de Gaulle et Pompidou, actuel et futur « chefs d'Etat » de l'époque, ce qui prouve le caractère bon enfant d'une populace électorale qui ne rechigne pas sur ses fréquentations.

Qu'il nous souvienne seulement de l'affaire de « l'Immobilier », au cours de laquelle un certain Rives Henry (joyeux drille) nous faisait savoir par voie de presse que cela ne l'empêcherait pas de gueuletonner à l'occasion du mariage de sa fille, à la santé des imbéciles !

Confiant en une justice qui a trop de travail à poursuivre les innocents pour pouvoir s'en prendre aux coupables, il aurait eu grand tort de se gêner.

Au surplus n'avait-il pas dans ses papiers les noms de bien des hommes en place dont l'intérêt n'était pas de faire trop de bruit autour de ce scandale ?

Qu'il nous souvienne seulement d'une police qui, lorsqu'elle n'assassine pas les enfants dans les commissariats, traficote avec les grands bordeliers ou cambriole les appartements !

Qu'il nous souvienne seulement du trafic d'armes d'une nation qui n'a même plus recours à des hommes de paille et qui se glorifie de son commerce de mort, comme d'autres font étalage de leurs chancres et de leur vérole !

Voilà la France de notre cinquième République, voilà sa gloire : celle d'une armée de malandrins, d'agioteurs, de complices et de faux témoins !

Voilà le bilan d'une cinquième République qui nous assurait, il y a 15 ans de cela, qu'avec elle disparaîtrait le scandale !

AMIS LECTEURS

Chers Amis, chaque mois, dans cette chronique, nous essayons autant que faire se peut de donner le ton de la situation financière du journal et de la librairie. Situation extrêmement variable selon les mois et dont la précarité se trouve aujourd'hui accentuée par les hausses de prix que notre trésorerie subit fatalement. En un an, les frais généraux ont augmenté de 25 à 30 %, les frais d'imprimerie de 5 à 10 % et ce n'est probablement que le début d'une hausse plus forte qui se profile. Sans autre explication, laissant ces chiffres parlés à votre imagination, vous comprendrez notre « morosité » et notre appel toujours renouvelé d'aide financière.

Notre drame - ou notre chance si l'on veut - c'est de ne pas recevoir de chèque en blanc d'une ambassade ou d'une quelconque entreprise incolore. Nos fonds, nous pouvons le dire avec aisance, ne proviennent que de nos abonnés, souscripteurs et militants qui s'intéressent à la vie de notre mouvement. Et, quoi qu'on en dise, malgré les ragots, les ricanements stupides et faciles, notre journal sort à date fixe, sans interruption, et ce depuis plus de vingt-cinq ans d'existence. Si, comparaison il y aurait, nous attendons les donneurs de leçon, tous les plus forts, plus doués ou plus révolutionnaires que nous. Qu'ils fassent mieux, au moins aussi bien, après nous verrons.

L'existence et la continuité de notre publication dépend, nous ne le répéterons jamais assez, d'efforts multiples, anonymes, ingrats et sans cesse renouvelés. C'est à ce prix que le Monde Libertaire peut subsister et se renforcera de façon durable. Nous n'avons que faire des « il n'y a qu'à » qui pullulent. Notre action qui se veut sans démagogie commence par un apprentissage. Il faut réapprendre à écouter et connaître, apprendre à se taire et ne pas raconter n'importe quoi, agir n'importe comment en suivant n'importe qui. L'escalade des mots comme de l'action, c'est facile, encore faut-il en avoir l'intelligence de l'emploi.

Il faut dégonfler la baudruche, évincer les suiveurs, démystifier les tricheurs où qu'ils soient et s'attaquer aux vrais responsables qui nous aliènent et nous exploitent. Faisons œuvre en ce sens, renouons avec la corrosité de nos anciens en écartant tous les bafouilleux, les faux génies, les apprentis sorciers et autres activistes qui voient les problèmes par le petit bout de la lorgnette. Tel est notre but, du moins tel est l'esprit dans lequel nous entendons travailler.

Pour mieux y parvenir, nous avons besoin de l'aide de tous, à tous les niveaux et sous toutes les formes. Une aide financière bien sûr, car elle reste l'élément tangible, indispensable de votre soutien ; une aide militante aussi pour tous ceux qui en sentent l'impérieuse nécessité. Tout en restant dans le vif du sujet, nous vous annonçons pour courant avril l'organisation simultanée de deux galas. Par-delà la chaude amitié qui préside cette manifestation à laquelle vous êtes de nombreux habitués, votre participation active nous aide dans la poursuite de notre tâche. N'oubliez donc pas à nous écrire pour réserver vos places.

Les Administrateurs :
Roland BOSDEVEIX - François GARCIA

DE L'INGRATITUDE

Tout ce que les Russes disent de l'impérialisme américain est vrai. Mais tout ce que disent les Américains du despotisme soviétique est exact. Rien de plus légitime, par conséquent, que de refuser ces deux fléaux. Les amateurs de stratégie combineront, certes, dans quelle mesure il faut, le cas échéant, s'allier à l'un contre l'autre, ou vice-versa, quand on n'est pas assez fort pour les repousser tous les deux. Du Nicaragua à la Tchécoslovaquie, on en connaît, hélas ! qui n'ont pas le choix.

Un qui a choisi, en tout cas, c'est M. Jean Dutourd. Il ne pense peut-être pas beaucoup de bien de la Russie rouge sortie victorieuse de la guerre civile que l'on sait, mais il pense énormément de mal de l'abominable Amérique nordiste sortie triomphante de la guerre de Sécession. Il l'a proclamé dans *France-Soir* du 12 février, à l'occasion d'une anodine émission télévisée qui ne paraissait pas devoir susciter un tel aveu.

Concevez le louable motif de son dégoût : selon lui, il y avait là-bas deux Amériques ; l'une, celle du Sud, chevaleresque, noble, racée, fine, jusqu'au bout des ongles, était une Amérique française, méditerranéenne, celle des colons de la Louisiane, si douce qu'on y avait jadis envoyé se régénérer les Manon Lescaut ; et l'autre, la Nordiste, celle des lourdauds de Yankees, de plus en plus pétrie de germanisme, que M. Dutourd n'hésite pas à qualifier d'Amérique allemande.

Aussi n'a-t-il que répulsion pour cette dernière, qui est hypocrite, faussement libérale, et, pour tout dire, ce qu'il y a de plus saxon, de plus bavarois, de plus prussien, de plus teuton et de plus tudesque dans le monde. La Sudiste, ce morceau d'Attique ou de Latium, qu'eût voulu sauver par son aventure mexicaine ce grand génie inspiré que fut Napoléon le Petit, la Sudiste, sans doute, avait bien un léger défaut : elle était esclavagiste ; mais enfin, c'était un régime féodal accepté, où le consensus était tel que les esclaves aimaient leurs maîtres ! Par malheur, cette bonne Amérique française-là, cette excellente Amérique coloniale, a perdu la guerre : Dieu s'est laissé soudoyer par les huguenots.

Toutes les opinions sont libres de s'exprimer, et nous ne contestons nullement à M. Dutourd le droit de critiquer l'Amérique sur des points où nos propres critiques iraient dans un sens très différent. Pourtant, une chose nous chiffonne, que nous allons dire.

En 1944, M. Dutourd – nul ne l'ignore –, car il n'a guère omis de le rappeler – a participé à la libération de Paris, c'est-à-dire à la reprise de la ville sur les armées allemandes. Encore que nous, antimilitaristes et non-combattants de vocation, soyons peu experts en ce domaine, il ne nous semble pas que M. Dutourd et les autres volontaires de la Résistance eussent eu la moindre chance de chasser de Paris les nazis sans la proximité de l'armée américaine, débarquée quelques semaines plus tôt, et qui déjà avait perdu beaucoup de pauvres gars tout naïvement venus de l'Oregon ou de l'Arkansas.

Les pacifistes que nous sommes, qui se désavoueraient s'ils s'attribuaient la moindre part dans une victoire militaire, ont assez le souci de la vérité pour rappeler que la libération de Paris, acquise sans leur concours, ne le fut pas sans celui des Américains... M. Dutourd n'a pris d'assaut sa chère capitale que parce que les Américains n'en étaient plus très loin. Et s'il la reconquit de haute lutte sur les Allemands, ce fut grâce à cette même Amérique qu'il qualifie d'« allemande » après trente ans de réflexion.

Dire que c'est nous, les sans-patrie, qui passons pour des traîtres !

On objectera peut-être qu'un libérateur qui s'incruste devient à son tour un oppresseur, et que les pays « libérés » n'ont jamais fini de l'être. C'est vrai. Prague et Budapest, entre autres, en savent quelque chose, et ce n'est pas le fait des Américains. Mais cette objection, fort valable, et qui pourrait être soulevée contre eux par les Allemands et les Japonais n'a rien à voir avec l'argument de M. Dutourd, à qui répugne surtout, dans l'Amérique yankee de la lignée de Lincoln et de Grant, la spécificité allemande, une qualité raciale ostrogothique dont il aurait dû s'aviser plus tôt.

C'est en 1944 qu'il fallait, mitraillette au poing, en regardant fuir la Wehrmacht – comme on imagine que M. Dutourd intrépide, dut le faire du haut d'une barricade, – s'écrier soudain : « Et maintenant, attention à l'autre Allemagne qui arrive d'outre-Atlantique ! L'Amérique boche nous envahit ! Voilà les hitlériens de Washington ! ». Nul doute qu'il eût obtenu un certain succès. Alors, c'eût été de l'héroïsme. Aujourd'hui, c'est de l'ingratitude.

P.V. BERTHIER

L'ORDRE ARCHISTE

Elle semble vraiment bien lancée, et déjà porter ses fruits, la super-campagne organisée pour rehausser dans l'estime publique, l'utilité des forces de l'ordre.

Quelle mascarade cette série de hold-up, d'attentats à cent balles, à travers ce pauvre Bassin Parisien, que la grande presse s'est empressée de comparer à Chicago !

Tous les jours, aux actualités, on nous feuilletonne des « casses », des fusillades que la police a bravement intercepté, évité et emballé tous les coupables.

Dans ce petit terrorrisme ambiant, il est normal que les gens commencent à avoir les « chocottes », et qu'ils se reprennent d'un relent de respect pour la maison poulaga, après quelques infidélités suite à la mauvaise conduite de ces messieurs dans les bordels et le racket...

On ne peut nier qu'il y a toujours eu des individus qui ont préféré vivre en voleurs qu'en volés ; ce n'est pas à nous de débiner là–dessus...

Nous, on sait que les seuls méprisables sont ceux des uniformes, ceux des lois, ceux de l'autorité, ceux de l'Injustice, ceux qui tout en haut des divers ministères vivent fastueusement du GRAND VOL avec tous les honneurs.

Ya de quoi se marrer quand dans les journaux, la télé, on voit des commissaires, des éducateurs, des experts en criminologie pousser des grands cris d'épouvante devant cette soi-disant montée galopante du banditisme... Inexplicable, d'après eux ! Comme si la grande école du crime, l'ARMEE, était une invention des délinquants ?

Comme si la piraterie fiscale n'était pas une raison de révolte justifiée ?

En terrorisant le public par cette vague de banditisme puéril, le but recherché est non seulement de justifier la présence indispensable de la flicaille avec ses méthodes de fouilles et de passages à tabac, mais de bien faire rentrer dans le crâne des révoltés que parasite ou pas, elle est là et entrave le chemin.

Ces jeunots qu'on arrête comme des bleus, c'est tout de même pas ça la racaille française !

Tout le monde sait que les vrais et dangereux truands ne risquent rien ; ceux de la drogue et de tous les trafics d'armes ou de filles. On les sait bien planqués dans les portefeuilles des inspecteurs, et certains apparaissent au mépris public lorsque ça peut servir à redonner le prestige de ces ballots de flics, ou de ces rapaces de journalistes (sauf ceux du Monde Libertaire !).

C'est encore une chance qu'à tous ces clampins de chapardeurs à la manque on ne colle pas l'étiquette d'anarchistes !

Tant qu'on y est dans les commentaires, de ci, de là, les calotins en profitent pour dire qu'on a trop de liberté chez nous...

D'autres se contentent de rouspéter après le cinéma policier...

Mais personne ne met en cause le Capital, les injustices sociales et fiscales, l'armée, ni l'Etat qui ne repose que sur le VOL et l'exploitation des volés.

Bien sûr, c'est plus facile de coller tous ces désordres sur le dos des délinguants et ça évite de remuer la vraie merde.

Braves gens, c'est pas la solution de faire confiance aux hôpitaux psychiatriques et aux C.R.S.

Tenez rappelez-vous « l'Ogre du Huston », aux U.S.A....

Vous vous souvenez ? On nous a sorti ça l'été dernier...

Un désaxé qui entraînait des tas de jeunes gens dans des partouses horribles, qui les droguait, s'en amusait, puis les tuait par des tortures atroces... Des dizaines de jeunes gens entre 16 et 19 ans qu'il a enterrés dans son jardin... Puis un jour, une de ses recrues l'a tué... Le jour de son enterrement on a recouvert son cercueil du drapeau américain... L'ARMEE ETAIT LA ! En deuil ! Respectueuse !

Car le fou, le sadique criminel avait été le héro d'un régiment en Corée... Un bon tueur de l'Etat...

La douleur de tous les parents du peuple, rien à foutre.

Ç'aurait été pareil chez nous...

La canaille, la violence, les crimes qui doivent cesser les premiers sont ceux des Etats... Et puis les autres, tout-petits cesseront d'eux-mêmes, quand les « maîtres », les « modèles » auront disparu.

CARMEN

propos subversifs

ça foire !

Quand Messmer a dit « Lip c'est fini » tout le monde autogestionnaire s'est bien bidonné. Le P.S.U. en tout premier mais chacun sait qu'il a été fondé par Jésus-Christ et qu'il a récemment eu des visions de programme commun. Ainsi l'Alliance marxiste révolutionnaire et les C.I.C. (centres d'initiatives communistes) sont aussi saisis de la grâce du plus petit dénominateur commun. Le P.C. a fait un mouvement du bout du bec : il reconnaît maintenant le terme autogestion, il ne pouvait pas faire autrement.

Chez Lip on a parachuté dans le fauteuil directorial comme exploiteur en chef un secrétaire de l'Union Nationale des Etudiants de France, je m'excuse citoyens, j'ai oublié son blaze ! C'est pas dégueulasse une grève autogestionnaire, anti-hiérarchique arrive à mettre en selle un technocrate ; il paraît que c'est le bon zigue, il a le doigté, à la vaseline ! Enfin en voilà toujours un de casé d'ex-étudiant politiquemuch, au moins un qui ne finira pas marginal, mangeur de persil et gardien de chèvres, il fera comme d'autres la tournée des cocktails.

Lip c'est fini, tout est bien qui finit bien, le trésor de guerre a été rendu. Et avec en tête : comme jule, un ancien revendicateur en route pour la fabrication d'armes.

D'aucuns diront « il en faut bien pour la révolution » et comme le terme révolution veut dire faire un tour sur soi-même, c'est retourné au même point qu'un an avant !

Je suis dur pour les Lip ? Une fois l'action passée c'est le temps d'en faire la critique. A part une connerie des uns ou des autres on reparlera rarement de Lip comme on ne parle pas de 68. Jacter de 68 c'est faire l'ancien combattant vous avez jamais entendu cette sorte de propagande ? Les expériences de chambardements pas inventoriées mises au rancart à qui l'éteignoir profite ?

Avant les dernières élections les apôtres du PSU et toute la clique à leurs lattes faisaient remarquer dans les meetings qu'ils firent dans tout le pays, cette thèse : la C.G.T. avec les élections va comme en 36 se servir de modèle, pour lancer un mouvement de prolos dans tout le pays. La C.G.T. avait bien cette intention, mais à cause des magouilles internationales dont la dernière en date fut cette sombre affaire de pétrole, elle se tint sur ses gardes.

Après les élecmuchs et avant, la seule action qui eut une ampleur nationale question propagande fut le conflit Lip, la C.G.T. l'a eu dans l'os et c'est ce qui comptait pour la C.F.D.T., et l'autogestion en tant que slogan n'était rien d'autre qu'un moyen de l'écarter.

Toute l'affaire en définitive était un règlement de compte entre la C.G.T. et la C.F.D.T. L'autogestion c'est un drôle de bouzin, et quand F.O. a avancé son projet de coopérative tout le monde les a envoyés paître, à tel point qu'on se demande si les ouvriers de Lip y tenaient tant que cela à l'autogestion.

L'autogestion sur tous les plans c'est pas de la tarte ! Regardons les choses qui montent, les sujets de mécontentements. La bande à Nicoud, plutôt réactionnaire, qui ferait le coup d'Allende, à un programme commun. Ne sont pas près des idées de coopérative les frères !...

Ohé ! les grandes gueules on ne reparlera pas de Lip comme on ne parle plus de 68.

Oui on a bonne mine c'est la pénurie de pétrole qui va nous faire revenir aux quarante heures de 1936, c'est le boulot raréfié qui nous fait entrevoir le travail paisible. Toutes les organisations « politiques » sont responsables de la marginalisation de la jeunesse d'après 68 ; c'est eux avec leur tactique qui les ont poussés à faire des conneries et ils s'en plaignent, les hypocrites !

La merde des prochains jours.

1) la réfection une fois de plus, du nouveau service national, d'ici peu il va y en avoir des gueulements.

2) la loi sur l'avortement va être mise sur le tapis avec amendement et tout et tout, des orfèvres ! Vous avez droit à ceci et à la fin vous avez droit à rien. Le Poniatowski est prêt à appliquer la loi scélérate de 1920. Y'a de la manif en vue.

Un gaulliste NEUWIRTH député rapporteur question contraception avait bien séparé le problème en tranches, parti du modique moyen de l'eau courante, s'élevant par paliers dans la pilule puis la mécanique, on arrive à terme, pourrait-on dire, au dernier recours l'avortement. Il aurait fallu l'abrogation de la loi de 1920.

Déjà on voit que le projet de loi est sabordé : y'a eu des pressions. En France le mouvement contre les essais nucléaires et le militarisme, renforcé par de nouveaux arrivants, commence à attirer des récupérateurs. La lutte anti-nucléaire comme la lutte contre l'armée avait créé des vocations chez des hommes respectant le principe du Vatican : « L'église prend en main le sort de l'individu de sa naissance jusqu'à sa mort. » Ils ne peuvent pas sortir de là, sans cela leur baraque s'écroule.

C'était gros comme une montagne que tout au moins la lutte des catholiques contre les expériences nucléaires françaises n'était qu'un moyen de chantage face au problème de l'avortement.

Pour eux la bombe c'est la solution au contrôle des naissances. Les entendez-vous en ce moment manifester contre MURUROA ?

Ainsi, victimes de la tactique des revendications bien séparées, de braves types sincères, spécialisés, motivés juste sur un point, se demandent comment cela se fait qu'ils travaillent sur du sable.

Ce qui est sûr c'est que beaucoup de choses vont avorter. Le P.C. est pour l'avortement, le P.S., toute l'extrême-gauche et nous aussi.

Ils nous inviteront à voter pour le programme commun. Eh bien merde, on en est là ! 68 est à recommencer.

A nous les anciens combattants !

Le Père Peinard

PUIG ANTICH ne doit pas mourir

Franco n'en finira pas de se repaître du sang des individus qui veulent être libres ; c'est son rôle historique, comme dirait l'autre. Une dictature se maintient toujours par le crime, l'antifascisme n'est un confort qu'au delà de la frontière. Le M.I.L (Mouvement Ibérique de Libération) a osé attaquer le franquisme en Espagne et n'a pas pêché par manque de courage ; il n'est pas non plus le seul à avoir osé. En temps qu'antifascistes notre soutien leur est acquis ; tout doit être fait pour que Franco recule. Nous soutenons toutes les victimes de toutes les dictatures.

Une chose que nous soutenons moins, c'est la confusion, et autour de cette affaire, ça grouille ; les politique-muches s'en donnent à cœur joie. D'abord le M.I.L ou plutôt l'ex. M.I.L. Mouvement soit disant « Libertaire ». (Libertaire, ça correspond à une éthique, et à des définitions établies au cours de l'histoire depuis que Proudhon et Bakounine ont jeté les premières bases). On a vu ensuite le marxisme-libertaire, super-vaccin qui devait rajeunir l'anarchie ; on voit aux USA fleurir l'anarcho-capitalisme (ou capitalisme sans Etat mais avec la propriété...). On voit aujourd'hui un mouvement marxiste taxé d'anarchie sans s'en être réclamé...

« Lutte ouvrière » veut sauver le jeune libertaire Puig Antich (sic) tout en criant Halte à «l'Anarchie Capitaliste » (resic). Le P.C.F et toute la gauche y vont aussi de leur complet indigné, observant par ailleurs le plus strict silence au sujet de Marini. Alors on pose la question : pourquoi faire passer pour « Anarchiste » un mouvement qui ne s'en revendique pas ? parce qu'il a recours à la violence et à l'illégalisme ?

En Allemagne, la « bande à Bader » qui se réclame du Maoïsme est qualifiée « d'Anarchiste » par la presse bourgeoise.

La confusion ne profite jamais qu'aux politiciens, quelque soit leur drapeau ; comme principe de soutien, c'est vaseux, et ne peut mener qu'à des résultats vaseux.

– Liberté pour tous les prisonniers !
– Non à la peine de mort !

Philippe DAVANZE

la liberté sans retour

« Penseurs de gauche occidentaux épris de liberté... étudiants allemands et français ! Tout cela compte bien peu pour vous ! Pour vous, tout mon livre compte pour rien. Vous ne comprendrez tout cela que lorsqu'on vous hurlera à vous aussi : VOUS ETES ARRETE ! et lorsque vous cheminerez, vous aussi, vers notre archipel ».

Cette dépêche publiée par le « New-York Times » le 13 février 1974, c'est un extrait inédit de l'Archipel du Goulag d'Alexandre Soljenitsyne qui venait d'être interpellé à Moscou. La presse annonçait la nouvelle à grand renfort de manchettes ; le monde indigné se demandait si le temps du stalinisme revenait de plus belle en Union soviétique, mais ce temps avait-il vraiment cessé ? Jamais le voile pudiquement jeté sur les crimes de Staline, révélés au cours du XXème congrès du PCUS par Khrouchtchev, à huis clos n'a été levé. CE SONT LES ERREURS DE L'HISTOIRE. Il ne faut pas donner d'armes idéologiques au capitalisme. Ceux qui ont payé de leur vie sont oubliés, leur souvenir s'efface lentement sous l'imposante bureaucratie. Ceux qui ont échappé, par miracle, meurtris à jamais dans leur chair doivent se taire ; « les bienheureux ». Rentre dans le rang, on t'autorise un livre de souvenirs (Une journée d'Ivan Denissovitch) ; tu fais partie de l'Union des Ecrivains, et maintenant tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Tu vas mettre ta plume au service du socialisme, tu vas faire un art officiel, dans les normes, en bon camarade. Sinon...

Un procès public était impossible aux yeux de l'opinion internationale. Il fallait pourtant arrêter cet appel à la liberté, cette voix qui ameutait le monde et qui voulait dire sa soif de justice, de libre expression pour toutes les idées de l'homme. Cette voix qui nous disait : « Danger » demain ce sera votre tour ! ! ! Tous les Etats sont policiers, il n'y a pas de liberté dans les « démocraties populaires ». On s'indigne quand la liberté de l'homme est mise en cause par un régime ouvertement fasciste, mais plus difficilement si c'est un Etat communiste. « Ce n'est qu'un ennemi du peuple », disent nos braves camarades des organisations gauchistes entre deux demis, dans cet enclos de la révolution mondiale qu'est le quartier Latin. Le monde bourgeois respire, il a bonne conscience, on n'a pas exécuté ce «sympathique » visage avec cette grande barbe, on peut lui faire des offres pour l'accueillir, il pourra continuer à parler, on se fera un champion du libéralisme à bon compte. Les relations diplomatiques avec l'URSS n'en souffriront pas. Evidemment en France, avec Marchais, cela ne pourrait pas nous arriver. Avec un éditeur qui accepte de le publier, n'importe qui pourra se faire entendre. Nous sommes rassurés, puisque l'édition ne se fera pas nationaliser, on pourra toujours dire la vérité sans restriction.

Pendant ce temps un homme déraciné, là-bas sera lentement oublié par le monde qui s'est si vite rassuré tandis que pour la forme, on n'oublie pas de signer un petit papier. Personne n'a eu le temps de descendre dans la rue pour se promener, il n'était même pas condamné à mort.

Stéphane ROTFEL

VRAI OU FAUX

– Soljenitsyne était-il fou ? Non, heureusement ! Ce n'était qu'un menteur ; « affabulation cynique et imagination malade », telle est l'accusation que la Pravda porte contre l'auteur de « l'Archipel Goulag ». Soljenitsyne fut donc expulsé d'URSS « pour avoir mené des activités incompatibles avec le statut d'un citoyen soviétique et portant préjudice à l'union des républiques socialistes soviétiques ». (l'Agence TASS).

– Mais depuis trois ans déjà, le régime soviétique « ... mène une vaste offensive sur l'ensemble du front de la lutte idéologique. » (Tirée d'une déclaration du président Podgorny datée du 13 février 1974).

– Curieusement, du 8 au 12 octobre 1973, s'est tenu en URSS (Tbilisi) un congrès international sur les « aspects de la schizophrénie », organisé par l'association mondiale des psychiatres. Ce fut l'occasion pour les participants de ce congrès de dénoncer les internements dans les salles psychiatriques de nombreux opposants politiques au régime soviétique actuel. A ce congrès étaient également présents trois psychiatres responsables de l'internement d'individus « dissidents » du régime. Ceux-ci dans une lettre ouverte (septembre 73) en réponse à une pétition de 350 médecins psychiatres français, avaient déclaré au sujet des internements : « Il s'agit d'un petit nombre de malades mentaux dont la maladie peut les pousser à accomplir des actes antisociaux interdits par la loi, comme l'infraction à l'ordre public, la propagation de mensonges, la manifestation d'intentions agressives ... ».

Ces « malades mentaux » furent pourtant jugés sains d'esprit par d'autres psychiatres. Mais les examens et les jugements ont lieu dans des hôpitaux « spéciaux » (Leningrad, Minsk).

Ainsi Medvedev, généticien, fut interné simplement pour « illusions paranoïdes conduisant à vouloir réformer la société ». D'autres « malades », mathématiciens (Chikhanovich), académicien (Sakharov), ou écrivain, et en particulier Boukousky, (l'auteur de « Une nouvelle maladie mentale en URSS », Ed. Seuil), furent décrétés « irresponsables de leurs actes en raison de déficiences mentales ».

Ces « malades spéciaux » subissent donc des traitements forcés, et sont mêlés aux criminels de droit commun, aux fous ayant commis des crimes en état de démence. Toute une législation soviétique spéciale permet ainsi de garder ces individus pendant une durée illimitée sans aucune communication avec l'extérieur.

Face à la « non-intervention » d'une partie des médecins soviétiques, face aux protestations internationales de médecins, de psychiatres et d'intellectuels de toute orientation politique, le 26 mars 1971, le soviet suprême de l'URSS a « dicté » un nouveau « serment d'Hyppocrate » que doivent prêter tous les médecins de l'URSS.

« Je jure... de fonder tous mes actes sur les principes de la morale communiste, d'avoir toujours présent à l'esprit le haut titre de médecin soviétique et d'être toujours conscient de mes responsabilités envers le peuple et l'Etat soviétiques. » (La Recherche - Déc. 73).

Et tout se referme sur le totalitarisme. Ces quelques voix désespérées restant lettre morte. Ces plaintes que l'on croit comprendre sont trop faibles pour nous accaparer. Les peuples de l'URSS semblent irrémédiablement muets.

Le communisme a claqué la porte à la LIBERTE !

Jean-Charles CANONNE

des scandales, j'en passe...

Les affaires de « Monsieur Cinéma », le P.D.G de Pathé, des frères Willot-premier groupe textile européen- et des sociétés pétrolières que la presse, à dose homéopathique, nous révèle, ne sont point pour nous étonner. Jusque dans ses fondements le système actuel est pourri et ce ne sont pas quelques malencontreux scandales que l'on balance comme pâture à « la une » des journaux qui nous restitueront les proportions et les dimensions de la corruption ainsi que les scandales financiers qui restent monnaie courante, et pratique permanente de ceux qui nous exploitent à tous les niveaux. D'ailleurs, qu'est-ce que la Bourse sinon un gigantesque marché de voleurs qu'il faudra bien un jour, mieux qu'en 1968, brûler définitivement ?

Les affaires pétrolières, pour ne citer qu'elles, vont bon train dans tous les pays occidentaux. En Italie, par exemple, la presse a indiqué l'ampleur de la corruption et du trafic des sociétés pétrolières multinationales entre elles et avec l'appui, grassement rémunéré, de hauts fonctionnaires de l'Etat. Celles-ci ont été jusqu'à soudoyer des partis politiques pour lutter contre l'implantation de centrales nucléaires. Rappelez-vous, pour mémoire, ce que dans ce même journal (N° 196 de décembre 1973) nous avions écrit. Certains lecteurs, dont je ne mets nullement en doute leur honnêteté et leur bonne foi dans leurs idées, me reprochèrent dans mes propos contre les manifestations antinucléaires d'aller trop loin. En Italie, au moins, peut-être parce que ce n'est pas « chez nous », ça se sait maintenant. Nous connaissons les dangers de la généralisation certes, néanmoins, restons méfiant. Tôt ou tard, les choses se savent.

Comment de telles situations peuvent-elles exister nous diront, naïvement, certains ? Il est toujours facile de leur répondre par quelques mots-clés dont les partis marxistes notamment ont le secret. En ce qui nous concerne, nous leur donnerons l'envie de lire, plutôt que le programme de gouvernement, les critiques de Proudhon et d'autres théoriciens de l'anarchisme à l'égard du capitalisme. Sommairement, en regrettant toutefois de ne pas pouvoir argumenter longuement dans ces colonnes, nous pouvons dire que l'exploitation des travailleurs n'est que le résultat d'un processus complexe d'appropriation et d'accumulation du capital dans lequel la force de travail reste injustement rétribuée, les profits n'étant que l'aboutissement de ce processus extrêmement compliqué.

Arrivé à ce niveau de l'analyse et en se situant dans le contexte de grosses sociétés manipulant des sommes considérables, on comprend que la spéculation financière, le traficotage de ces sociétés pour maintenir leurs profits restent, couramment employés et nécessaires si elles veulent maintenir ces fameux profits. A la limite, on comprend que tout agent économique anticipe sur la situation politico-économique d'un pays par une spéculation plus ou moins forcée. Les achats de précaution que bon nombre de consommateurs font (depuis le mois de janvier on enregistre un fort accroissement des achats par les ménages dû à une panique qui prend sa source dans la croyance certaine d'une hausse prochaine des prix) appartiennent à ce type de réactions normales que le système secrète.

De ces scandales que l'on connaît, nombreux sont ceux que l'on ignore ou que l'on cache - encore qu'il est facile de soulever la poussière ou la fumée qui les entoure - par peur de défrayer la chronique et qui sont pourtant l'amère réalité de la société dans laquelle nous vivons malheureusement.

Plus que jamais, une véritable révolution reste à faire. Car c'est à ce prix, et c'est à ce moment précis du dénouement, que nous verrons les rats quitter le navire.

Roland BOSDEVEIX

"COMBAT"

ou les difficultés d'exister pour un journal de "gauche"

« Combat » est le dernier des quotidiens créés dans la clandestinité par la Résistance. Trois raisons ont permis à ce journal de se perpétuer jusqu'à ce jour, bien que politiquement il ait été barré par d'autres journaux de gauche ayant la même origine que lui, comme lui sans appartenance politique bien définie, également sans beaucoup de lecteurs tels "Franc Tireur," "Libération" etc..., mais qui suffirent à lui retirer la marge nécessaire à l'existence d'un quotidien qui se veut indépendant.

La première raison c'est que la tradition veut que dans ce pays il existe un quotidien humaniste, socialiste dans le large sens du temps, et une clientèle de gauche non inféodée à un parti politique et composée d'intellectuels, de cadres, de militants syndicalistes.

La seconde, c'est « l'affiche » prodigieuse que composa la rédaction de ce journal qui successivement compta dans sa rédaction les noms de Camus, de Bourdet, de Sartre, d'Aron, de D. Rousset, d'autres encore, ce qui conféra à « Combat » un prestige qui se continua après le départ de ces hommes qui marquèrent la pensée de notre temps, malgré la prestation de l'équipe actuelle qui a baissé le ton !

La troisième c'est la jeunesse des rédacteurs de ce journal dont les pages magazine furent traditionnellement rédigées par une avant-garde qui, dans le domaine des arts et de la littérature, devait marquer son temps.

Les problèmes de « Combat » sont bien connus et sont ceux qui provoqueront la disparition de nombreux titres de journaux qu'on aurait pu croire solides. Mais ces difficultés furent encore aggravées par la détermination des directions qui se succèdèrent, de réduire la publicité à sa plus simple expression. Cependant il semble bien que cette crise à laquelle nous assistons aujourd'hui soit plus grave que les précédentes. Pourquoi ? C'est ce que je vais essayer de voir avec vous, sans soucis des criailleries d'où qu'elles viennent.

La situation de « Combat » a fait l'objet de nombreux commentaires dans la presse quotidienne et le journal télévisé nous a fait entendre l'opinion de la direction et celle de la rédaction. Les journalistes qui derrière Philippe Tesson, quittent le navire qui fait eau pour apporter leur collaboration « précieuse » à un autre quotidien : suivez mon regard - qui n'est pas en meilleur état que « Combat » et qui réunit tous les éléments d'un échec retentissant, ont justifié leur décision par les moyens défectueux mis à leur disposition par la Direction, pour confectionner le journal, ce qui est préjudiciable aux lecteurs, aux journalistes et au développement de l'entreprise.

Le directeur, Monsieur Smadja a fait allusion aux difficultés financières difficilement surmontables par un journal qui refuse de s'aliéner à des groupes financiers qui, à travers des mouvements politiques constituent des groupes de pression, et il a annoncé que de toute manière « Combat » continuerait à paraître malgré le départ d'une partie importante de la rédaction.

Smadja et la rédaction ont raison tous deux. Disons partiellement raison. Mais où ils ont tort les uns comme les autres c'est de ne pas comprendre que ces difficultés qu'ils nous expliquent sont dues en grande partie à la marge étroite de lecteurs du quotidien et que seul l'arrêt de l'hémorragie et le recrutement de nouveaux lecteurs peuvent leur permettre de venir à bout de leurs ennuis. Smadja comme Tesson et ses amis ont dans cette situation une responsabilité majeure, que j'avais déjà signalée dans une page centrale de notre journal "Le Monde Libertaire" à l'occasion de la disparition de "Paris-Jour", ce qui avait fait grincer bien des dents, celles en particulier de staliniens de l'imprimerie où nous confectionnions notre journal et qui avaient la prétention d'arrêter sa parution, celles également de journalistes qui comme ceux de « Combat » aujourd'hui étaient à la recherche d'un « bon patron ». La disparition de «Paris-Jour » comme celle de l'imprimerie de presse du Croissant devaient faire réfléchir la corporation.

Mais revenons à « Combat » !

Il est vrai que « Combat » est le journal le plus mal confectionné, je ne dirais pas de la presse parisienne, mais de toute la presse et j'ai souvent grincé des dents devant tel article illisible non seulement par ses coquilles, ses mastics mais également par une malfaçon qui rendait les caractères illisibles et qu'on peut « charitablement » attribuer lorsqu'on est comme moi profane à un matériel vétuste, à un manque de coordination des services encore que je dois tout de même rappeler que pendant un temps le "Monde Libertaire" s'est fait à l'imprimerie de « Combat » et que nous avons dû la quitter pour revenir à celle du Croissant où les conditions techniques de travail étaient d'ailleurs aussi médiocres. Et on comprend sans peine, le mécontentement d'une rédaction qui d'autre part recevait des salaires inférieurs à ceux de leurs confrères travaillant dans d'autres quotidiens. Encore que je tiens à rassurer nos lecteurs les journalistes de « Combat » n'étaient tout de même pas payés au SMIC ! Enfin passons ! Et c'est à partir de ces éléments techniques dont nous sommes informés de l'extérieur et peut-être de quelques autres plus politiques mais sur lesquels chacun jette un voile pudique que l'on peut comprendre la position de la rédaction.

La direction drappée dans une « vertu » bien sympathique et rare à notre époque dans une corporation parfois décriée « refuse une association contre nature entre une presse « libre et pure » et des combinaisons financières douteuses ». Parfait ! Mais sa situation financière l'oblige à mal payer ses collaborateurs, à demander aux ouvriers d'être souples sur les règles établies par la convention collective de la profession et d'obliger les lecteurs à un effort cérébral intense pour suivre la pensée des journalistes. Et à partir de cette situation financière et des perturbations qu'elle apporte, un climat se crée !! Chacun est sûr de son droit. Les travailleurs appliquent la convention et ils ont raison, la direction ne peut améliorer le travail technique car elle veut rester libre et elle n'a pas tort, les journalistes s'en vont ailleurs, qui les désapprouverait ? Les lecteurs dont la vue se fatigue se rabattent sur « le Figaro » un journal de tout repos et « Combat » risque de disparaître avec tout ce qu'il a représenté d'illusions certes, mais avec ses qualités réelles dont sa tribune libre qui est à peu près unique dans la profession.

○

Or on comprend sans peine que seule une augmentation de la vente du journal peut permettre de régler ces problèmes financiers, de donner une aisance de trésorerie permettant de sauver « Combat ». C'est possible car une expérience de cinquante années nous a appris que sous certaines conditions il existe une place dans la presse française pour un journal quotidien humaniste tel « Combat » et que les journaux de ce caractère ont toujours mieux vécu que la presse du Parti. L'expérience du "Populaire" aujourd'hui disparu ou de l'"Humanité" qui, si on en croit les chiffres d'adhérents annoncés par la direction et qu'on les compare à celui des lecteurs fournis par l'agence de presse, est lu par un communiste sur trois.

Cependant il semble difficile à « Combat » de survivre sur les bases définies par la direction. A qui la faute, que se rejettent direction et rédaction ? Il faut le dire, la faute en incombe aussi bien à la rédaction qu'à la direction, la faute en incombe à un sectarisme étroit né dans une certaine intelligentsia qui se consacre à la chose écrite et qui n'a rien appris et rien oublié !

Des quotidiens humanistes de caractère social, il en existe de tout temps ! Les hommes de mon âge se souviennent du "Quotidien" de l'"Oeuvre" de Combat" d'Albert Camus ou de Bourdet.

De tout temps ces journaux furent le refuge des Ligues humanitaires, des organisations d'extrême-gauche, des mouvements syndicaux ne possédant pas de journaux quotidiens et qui à l'occasion et naturellement dans des cas exceptionnels y trouvaient une place modeste pour annoncer une manifestation ou défendre un principe essentiel pour eux. Qu'on entende bien que je ne dis pas que ces journaux furent foutoires où tout le monde épanchait son âme. Et j'insiste sur le caractère et les circonstances où cette place leur fut parfois accordée.

Or depuis Mai 68 et après le triomphe d'un gauchisme intellectuel constitué par des révolutionnaires de préaux d'école et des syndicalistes de sacristie, "Combat" avait cessé d'être ce journal traditionnel de la gauche humaniste pour devenir un journal d'un clan se recrutant dans les milieux bien particuliers. La rédaction ou ses « anarchistes », ses « trotskistes », ses « syndicalistes » privilégiés et qui comme par hasard étaient tous opposés aux mouvements anarchistes, trotskistes, syndicalistes « traditionnels » des vieux cons comme disaient ces jeunes ganaches dans leur instant d'euphorie. On vit la rédaction de "Combat" choisir, arbitrer avec compétence entre les bons et les mauvais P.S.U, les bons ou les mauvais socialistes, les bons ou les mauvais maoïstes, ajoutant aux difficultés pour ces organisations de retrouver leur assise. "Combat" de journal de gauche humaniste protecteur de tous les petis groupes de pensée cherchant leur place au soleil devint un élément de division. Découragés, ces militants solides et sérieux ont quitté "Combat" parmi les premiers et ce sont les journalistes responsables de cet état de choses qui aujourd'hui quittent Combat pour aller vers un autre journal, emmenant avec eux ces révolutionnaires de bistrots littéraires vers un autre journal auquel je souhaite bien du courage.

Je veux vous donner un exemple. Il suffisait qu'un livre vienne de la Fédération Anarchiste pour être sûr de subir les foudres des crypto-cocos des pages magazine et l'habitude est aujourd'hui si encrée que ces mêmes personnages se sont dépêchés de mettre au panier la protestation de la Fédération Anarchiste sur les dangers qui menacent le militant anarchiste italien Marini.

La direction de "Combat" ferait bien de réfléchir sur les devoirs d'un grand journal de gauche et alors il pourrait voir avec son tirage sa situation s'améliorer. De toute façon un journal de ce caractère est indispensable, il a une clientèle et si cette place reste vide quelqu'un la prendra.

La rédaction de "Combat" s'en va ! Moi je continuerai à lire Combat même si je dois ingurgiter encore pendant quelque temps les fantaisies typographiques qui font son originalité, même si pour rigoler un brin j'achète un autre journal où la rédaction de Combat va opérer. Que voulez-vous je suis sportif, moi j'apprécie le catch intellectuel.

Maurice JOYEUX

classique de l'anarchisme

FERNAND PELLOUTIER (1867-1901)

Voici la conclusion modifiée pour la revue « l'Art Social » de la brochure de Pelloutier : « Le congrès général du parti socialiste français », elle date du 1er mai 1896 mais elle n'a presque pas vieilli tant les idées sont fécondes.

DU ROLE DES BOURSES DU TRAVAIL DANS LA SOCIETE FUTURE*

Eh bien, ces associations, les Bourses du travail actuelles (nom malheureux : Chambres du travail serait plus digne) ne nous en donnent-elles pas une idée ? Ces fonctions, ne serait-ce pas celles qu'ont à remplir, ou qu'aspirent à remplir les fédérations corporatives qui dans dix ans auront uni les travailleurs du monde entier ?.

Que dis-je ? La mission actuelle de ces Chambres du travail (bien que leur éducation économique soit à peine ébauchée) est beaucoup plus complexe que ne devrait l'être celle des groupes de producteurs dans une société différente de celle-ci. Elles ont pour dessein de rechercher, non seulement le nombre des professions de chaque contrée, la quantité des produits récoltés, fabriqués ou extraits, la quantité des produits nécessaire à l'alimentation et à l'entretien, la somme de travail nécessaire au maintien de l'équilibre entre la production et la consommation, mais encore les causes si diverses, si insaisissables parfois, de la dépréciation des salaires, la solution des perpétuels conflits entre le capital et le travail, de faire, en un mot, maintes études absorbantes, qui, nécessitées par l'existence du capital, disparaîtraient avec lui.

Et comment s'acquittent-elles de cette tâche ? Très imparfaitement, cela est incontestable, sous l'empire des préjugés économiques, sans cette liberté d'esprit qu'on ne peut posséder qu'après avoir fait table rase, de toutes les notions inculquées et de tous les respects imposés par un système social millénaire, mais aussi avec cet intrument formidable, ce guide clairvoyant et sûr qui est la curiosité de connaître. Les efforts qu'elles font peuvent s'égarer et les observateurs superficiels s'en désespérer ; mais le désir du mieux est en elles, leur bonne volonté est ferme, elles ont confusément la conscience de leur force et de leur rôle, n'est-ce-pas le gage que tôt ou tard elles trouveront la voie qui nous paraît la meilleure ? Qu'un jour ou l'autre elles découvriront dans l'homme qui produit l'unique moteur, et par conséquent dans l'association des producteurs le seul rouage utile de la société ?

Entre l'Union corporative qui s'élabore et la société communiste libertaire, à sa période initiale, il y a concordance. Nous voulons que toute la fonction sociale se réduise à la satisfaction de nos besoins ; l'union corporative le veut aussi, c'est son but, et de plus en plus elle s'affranchit de la croyance en la nécessité des gouvernements ; nous voulons l'entente libre des hommes ; l'union corporative (elle le discerne mieux chaque jour) ne peut être qu'à condition de bannir de son sein toute autorité et toute contrainte ; nous voulons que l'émancipation du peuple soit l'œuvre du peuple lui-même ; l'union corporative le veut encore ; de plus en plus on y sent la nécessité, on y éprouve le besoin de gérer soi-même ses intérêts ; le goût de l'indépendance et l'appétit de la révolte y germent ; on y rêve des ateliers libres où l'autorité aurait fait place au sentiment personnel du devoir ; on y émet sur le rôle des travailleurs dans une société harmonique des indications d'une largeur d'esprit étonnante et fournies par des travailleurs mêmes. Bref, les ouvriers, après s'être crus si longtemps condamnés au rôle d'outil, veulent devenir des intelligences pour être en même temps les inventeurs et les créatures de leurs œuvres.

Qu'ils élargissent donc le champ d'étude ouvert ainsi devant eux. Que, comprenant qu'ils ont entre leurs mains toute la vie sociale, ils s'habituent à ne puiser qu'en eux l'obligation du devoir, à détester et à briser toute autorité étrangère. C'est leur rôle, c'est aussi le but de l'anarchie.

Pour le Comité fédéral des Bourses du travail

Le Rapporteur

Fernand Pelloutier secrétaire

**Ce rapport a été présenté au Ve congrès de la Fédération des Bourses (Tours 9-12-9-1896) par Ferdinand Pelloutier au nom du Comité Fédéral.*

GRÈVE AUX DEPOTS HAVRAIS DES DOCKS FOUQUET

C'est face à l'obstination féroce de la direction, à refuser une revalorisation des salaires avant le 3 avril (date à laquelle doit se tenir la Réunion de la Commission Paritaire des Négoces et Matériaux) que la grève est décidée.

Lors de la réunion d'information syndicale du 11 février, le sous-directeur affirme devant l'assemblée : « Il n'est pas question d'une augmentation avant le 3 avril et il est plus sage de retourner au travail.» Seulement le hic c'est que l'assemblée est constituée de tout le personnel productif, c'est-à-dire des salariés les moins rémunérés. C'est sur le thème « On bosse pas tant qu'on n'a pas de rallonge » que la grève est votée à l'unanimité.

« C'est encore une grève avec son long cortège de revendications » diront certains. C'est vrai, seulement cette grève sort du banal par le caractère de son organisation.

En effet, durant ces trois jours de lutte les gars se réunissent en assemblée générale le matin et l'après midi. Ils y discutent de l'orientation des actions à mener : des entrepôts et des centrales à bloquer en effectuant des piquets de grèves mobiles.

De quelle manière faut-il populariser la grève à l'échelon local (intermédiaire de la presse régionale) et discuter avec les clients ?

De quelle manière faut-il convaincre le secteur administratif de se joindre à eux.

Comment s'assurer de la solidarité des différents dépôts DF de Rouen, du Mans etc...

Ça fonctionne ainsi durant toute la durée de la lutte.

Au matin du 3e jour, la direction demande à ouvrir les négociations et convoque les représentants ouvriers (CGT et CFDT). L'après-midi les délégués rapportent ce qui s'est dit et surtout ce que la direction propose de concret, c'est-à-dire :

– Promesse de la direction de faire une avance sur la commission paritaire à la date du 25 février.

– Les 3 journées de grève sont payées intégralement,

Ces promesses inscrites noir sur blanc sont signées de la main du P.D.G.

Après 3 h 30 de polémiques acharnées les gars décident de suspendre la grève jusqu'au 25... Au cas où cette avance est jugée insuffisante les dépôts du Havre et de Rouen se mettent en grève illimitée.

Ce qui est intéressant de noter, par delà, le caractère uniquement revendicatif des luttes, c'est l'intérêt du déroulement de cette grève.

Les rivalités corporatistes des différents services (chauffeurs de bétonnières portées, magasiniers, monteurs en armature métallique) ont complètement disparu. Il y a une prise de conscience de classe. Contrairement à ce qu'affirment les discours paternalistes de la direction, il existe deux clans : les exploiteurs, les exploités. De plus il est nécessaire de s'unir pour mener l'action, et il faut se battre pour obtenir quelque chose, et rien des acquisitions obtenues ne sont venues du ciel, du patron ou de Seguy.

– Un défaillon de service disait : « Même en mai 68 on n'a pas vu ça, avant il n'y avait que les délégués qui revendiquaient ; aujourd'hui ils parlent tous ».

Eh oui ! Monsieur le Chef de Service, c'est en gérant sa grève qu'on s'aperçoit que l'autogestion est une idée, qui n'est pas, en fin de compte si farfelue.

G. L. Jules DURAND.

☆

D'ores et déjà retenez vos places pour les mercredi 10 et jeudi 11 avril

GALA

AU PROFIT DU « MONDE LIBERTAIRE » ORGANISEES PAR L'ASSOCIATION POUR L'ETUDE ET LA DIFFUSION DES PHILOSOPHIES RATIONALISTES

Avec par ordre alphabétique :

– DEBRONKART Jacques
– FANON Maurice
– JONAS Jehan
– HUGUES Jean
– LIBERTO Angel
– NAUDIN Gilles

Régie artistique
Carmen

Pour retenir ses places s'adresser à :

Librairie PUBLICO
3, rue Ternaux - 75011 Paris
C.C.P. 11 28915

Prix de la soirée : 15 F.

USINE RATEAU EN GREVE

Depuis le jeudi 31 janvier dans l'après midi, les travailleurs de la Société RATEAU à la Courneuve sont en grève illimitée avec occupation de l'usine : la grève a été votée à main levée par une forte majorité du personnel au cours d'une assemblée générale ; la décision a été confirmée le lendemain par un vote à bulletins secrets.

Pourquoi cette grève ?

Depuis 1970 la Société Rateau, jusqu'alors indépendante, a été prise en main par le groupe Alsthom CGE. Dès lors une dégradation progressive a commencé à se faire sentir tant sur le plan production que financier.

Pratiquement, cela s'est traduit par :
en 1972 : fermeture de l'atelier de fonderie entraînant 96 suppressions de postes de travail.
en septembre 1973 : suppression de 95 postes de travail touchant le personnel dit « improductif » pour des « raisons d'économie ».
Enfin, *en janvier 1974* : l'annonce de la fermeture de trois ateliers prévue dans le courant de l'année et provoquant la suppression de 334 postes de travail.

C'est cette dernière décision de la direction qui a provoqué le débrayage des ouvriers de chez Rateau.

Pour justifier sa position, la direction invoque le résultat financier désastreux depuis deux ans : en 1972 le déficit était de 17 millions, en 1973 il doit être du même ordre et 1974 serait également déficitaire, d'où la nécessité d'un « plan de sauvegarde ». (sic).

En fait de sauvegarde, le personnel et les organisations syndicales pensent qu'il s'agit plutôt d'un démantèlement progressif et, à la limite, de la liquidation de l'entreprise, cela aurait l'avantage, pour ALSTHOM, d'éliminer un concurrent constructeur de turbines.

La C.G.T et le P.C.F maintiennent les mots d'ordre suivants :

-NON AU TRUST AMERICAIN C.G.E
- MAINTIEN ET EXPANSION DE LA SOCIETE RATEAU
- FACE A LA CRISE INVESTISSEMENTS DANS L'INTERET NATIONAL.

D'autre part, il semble que la C.G.T tienne à garder le contrôle absolu de cette grève qui est utilisée aux fins de bonne propagande pour le programme commun en se servant pour cela de slogans expansionnistes et nationalistes (il ne faut pas effrayer la petite bourgeoisie qui, il est vrai votera aux prochaines élections !).

La section C.F.D.T estime qu'il est possible de faire travailler Rateau mais reste sceptique quant à une reconversion dans les turbines nucléaires pour des raisons d'ordre technique et écologique (les nuisances occasionnées par l'énergie nucléaire paraissent en effet insurmontables).

Mais, que ce soit au sein du groupe ALSTHOM ou ailleurs, pour la fabrication habituelle et, éventuellement : pour d'autres travaux, la C.F.D.T pense qu'il est possible d'utiliser la totalité des moyens existants et soutient les mots d'ordre suivants :

- PAS DE DEMANTELEMENT
- PAS DE LICENCIEMENTS
- RETOUR AUX 40 HEURES HEBDOMADAIRES SANS PERTE DE SALAIRE
- RETRAITE A 60 ANS.

D'autre part, la direction de l'entreprise vient de traduire en justice 41 délégués syndicaux (le jugement sera rendu le 4 mars).

Au-delà des bureaucraties syndicales :

- VIVE L'UNION DES TRAVAILLEURS DANS LA LUTTE !
- PAS DE DEMANTELEMENT ! PAS DE LICENCIEMENT !

Indépendamment de l'expansion ou autres motifs bidons : – *GARANTIE DE SALAIRE ! GARANTIE DE L'EMPLOI !*

VIVE LA LUTTE DES CLASSES JUSQU'A L'ABOLITION DU SALARIAT, DU PATRONAT ET DE L'ETAT !
VERS L'AUTEGESTION ET LE SOCIALISME LIBERTAIRE !.

Patrick MOULIN.

•GRÈVE

Aux abattoirs DOUX, à Pédernec, la grève dure toujours, depuis début novembre. Les causes en sont les conditions de travail déplorables et les bas salaires (880 F à l'embauche et 1060 F maximum). Au début, DOUX refuse toute concession aux revendications des grévistes qui demandaient un salaire de 1100 F à l'embauche, une prime de transport, une amélioration des conditions de travail et l'application de la convention collective. Il entame les négociations début janvier, mais refuse de céder sur les salaires. Il tente d'intimider les grévistes en leur envoyant des lettres de licenciement, et est condamné en justice pour cela. Le 21 janvier, il fait intervenir la police dans l'usine. Aux établissement DOUX de Plouray, une grève de solidarité de deux semaines a eu lieu et, si le travail a repris, le conflit n'en est pas terminé pour autant, DOUX ayant licencié sept ouvrières qui avaient débrayé. DOUX a d'ailleurs été de nouveau condamné pour ce fait par le tribunal de Lorient, mais n'a réintégré qu'une des six ouvrières.

La solidarité envers les grévistes est assez importante et se manifeste sous de multiples formes : meetings, soutien de certaines municipalités, soutien de nombreux paysans et travailleurs, ventes d'affiches de soutien, galas de solidarité, collectes (notamment de la CFDT dans les diverses entreprises de la région), tracts distribués à la population, etc...

Face à l'intransigeance de DOUX, les grévistes ont voté (à 60 contre 1) la poursuite de leur mouvement jusqu'à la satisfaction de leurs revendications, et, vu la solidarité qui leur a été manifestée, tous les espoirs leur sont permis.

Pierre DUBOS

dans les ports et docks: le contenant et le contenu

J'ai attentivement suivi les articles écrits par G. Torrebenn dans les précédents Monde Libertaire. Ayant occasionnellement travaillé sur le port de Rouen, je suis à même d'avoir une vision moins idyllique de la profession et je pense que ce camarade fait essentiellement référence au port du Havre que j'ai souvent entendu qualifier d'une façon haineuse « d'anarcho-syndicaliste ». De fait, c'est le seul port à travailler à la journée alors que tous les autres ports à direction plus ou moins « stalinienne » travaillent au rendement. A Rouen, cela atteint des proportions aberrantes : primes de rendement hiérarchisées (contremaîtres, petits chefs, hommes d'équipes), mais de plus personnalisées par navires !

○

A côté de cela, il existe des travaux réputés non productifs exécutés en régie où les salaires plafonnent à 1300 francs alors qu'en rendement ils tournent communément autour de 3000 francs par mois !

○

Je ne remets pas en cause le fait que la priorité de l'embauche soit réservée aux dockers professionnels puisque les « occasionnels » sont par définition des travailleurs d'autres industries en chômage temporaire ; il est normal que, seuls, les travailleurs qui vivent directement d'une industrie organisent la défense de leurs intérêts.

On doit reconnaître que le port de Rouen laisse plutôt à désirer tant sur le plan de la communauté d'intérêts des exploités qu'aux yeux de la Charte d'Amiens qui spécifie que : « les syndicats, aujourd'hui organismes de défense des travailleurs, seront demain les organismes de distribution et de production ».

Il faudrait pour cela que la tendance actuelle à être « la courroie de transmission » des partis soit abolie et remplacée par une volonté gestionnaire et de défense des producteurs.

Ces quelques lignes n'ont pas une intention polémique mais visent juste à remettre les choses au point.

L. HEUSTETE.

○

N.B. Au Havre, les salaires vont de l'indice 100 (ouvriers) à l'indice 148 (contremaîtres). La prime d'intéressement dite « tarte à la crème » est perçue également sur la base de la journée de travail, puisqu'il s'agit du produit du travail commun. Ce qui vient tasser la hiérarchie des salaires.

Gwenaël TORREBENN

la réplique

La Radio donnait au début de l'année 1973 une curieuse information. Rendant compte du bilan de la Royal Dutch Shell, qui était satisfaisant, elle ajoutait que les administrateurs avaient décidé de s'intéresser aux mines de charbon. Je dis que cette information était curieuse, car sachant que les Grands du pétrole n'ont pas l'habitude de disperser leurs efforts et leurs capitaux, on pouvait s'étonner qu'ils s'intéressassent au charbon. J'emploie aussi le pluriel, car Shell n'était pas la seule à s'intéresser au charbon, Esso et d'autres l'avaient déjà fait on étaient en train de le faire. Et l'intérêt pour le charbon n'est pas minime, Royal Dutch a acheté des mines à ciel ouvert de charbon d'excellente qualité aux Etats-Unis et en Indonésie, d'une réserve totale de 2,5 milliards de tonnes. Les autres pétroliers ont fait des acquisitions du même ordre. De telles mines existent aux U.S.A., en Afrique du Sud, en Australie et en Indonésie. Les autres mines sont moins intéressantes.

Il n'est pas question de sortir du charbon de ces mines. Ce procédé coûte trop cher, même dans les mines à ciel ouvert, et ensuite il n'y a aucun moyen massif de transport, il faudrait des dizaines de milliers de wagons pour amener le caillou noir aux ports et après on se heurte à de nouveaux problèmes, les plus gros bateaux minéraliers peuvent transporter 40 000 T. alors qu'il faudrait des 500 000 T. comme ceux qui transportent le pétrole, et encore cela ne servirait à rien car aucun port n'est équipé pour recevoir de tels tankers.

Mais ne croyez pas pour autant que les pétroliers ont fait fausse route. Il y aura des moyens autres, et c'est le P.-D.G. d'une grosse Société française (Gaz Océan, qui est le plus grand transporteur de méthane du monde) qui nous a donné l'information à la Radio cet été : un groupe d'industriels américains finance des recherches permettant de transformer, directement en terre, le charbon en gaz ; donc sans qu'on ait besoin de l'extraire. Ce gaz serait ensuite transporté par pipe-line, ce qui est commode et peu onéreux. Le crédit alloué au groupe de chercheurs est aussi important que celui qui a été alloué à la NASA. Mince de pognon ! Avec la volonté d'aboutir, une bonne équipe de chercheurs et l'argent nécessaire, on peut être certain que le procédé sera découvert et mis au point industriellement avant peu.

Mais tout cela coûte cher...

Les plus importantes réserve de pétrole ne se trouvent pas au Moyen-Orient, mais en Alaska, sous forme de grès et de sables bitumineux. On connaît depuis longtemps la technique d'extraction puisque la plus ancienne production française de pétrole venait de Pechelbronn, en Alsace, et il était extrait de sables pétrolifières. On peut donc l'appliquer en Alaska, mais le prix de revient est relativement élevé, de plus il faut le transporter et cela grève d'autant le prix de revient. Ce n'est pas rentable - pour le moment.

Pas rentable, parce que le pétrole mondial coûte 2 dollars le baril (début 1973). Mais si le pétrole augmente un peu, cela devient rentable. Il suffit pour cela qu'il augmente convenablement et que les pays arabes cessent de vendre le leur à un prix dérisoire.

Le 10/10/73, le pétrole passait à 3,2 dollars le baril. Allons, encore un petit effort ! Le 23/12/73, 8 dollars le baril : Ah ! que voilà une bonne nouvelle, on peut songer à extraire notre pétrole de l'Alaska et les Sociétés américaines commandent le pipe-line. L'équipement de cette zone de production débute, on recherche des procédés plus rentables et plus expéditifs que ceux qui existent et dans ce domaine aussi les crédits engagés sont aussi importants que ceux de la NASA.

et tout cela coûte cher...

Depuis plusieurs années déjà, les Grands du pétrole s'intéressent au nucléaire. Il y a une dizaine de Grands du Pétrole, tous américains (Esso, Mobil Oil, Gulf, Caltex, sont les plus grands) et 2 européens la B.P. anglaise, et la Royal Dutch Shell, anglo-hollandaise. Total et Elf sont loin sur les rangs et n'ont qu'un intérêt local. La Société la plus importante du monde est Esso (qui s'appelle maintenant Exxon) et la seconde est Shell. Esso travaille en association avec d'autres Sociétés depuis plusieurs années dans la recherche nucléaire. Shell et Gulf se sont associés dans ce but vers la Noël 1973.

L'énergie nucléaire doit prendre le relais vers 1985 et il est compréhensible que les spécialistes actuels de l'énergie s'intéressent à l'énergie de demain. Les surgénérateurs nucléaires ne sont pas au point industriellement, les recherches se poursuivent et c'est à celui qui trouvera le premier la bonne technique permettant d'être le premier sur le marché. On s'active silencieusement dans les Grandes Sociétés de pétrole et chez leurs associés.

mais tout cela coûte cher...

Alors croyez-vous qu'on va continuer longtemps à gaspiller des fortunes en trois directions différentes sans se réserver d'appréciables entrées d'argent frais ? Ce serait la négation du capitalisme, la négation de toute affaire correctement menée. Les capitaux actuels ne suffisent plus, les réserves non plus. Faire appel à l'épargne publique, à la Bourse, aux Banques ? Cela coûte cher et il faudra rembourser, ou payer des dividendes dès la première année. Ce n'est pas la bonne solution. La bonne solution c'est de tirer davantage de profits de ce qu'on exploite déjà, c'est-à-dire du pétrole. Mais avec la concurrence internationale, ce n'est pas possible. Rappelez-vous : 2 dollars le baril, prix mondial affiché en février 1973, alors qu'aux U.S.A., compte tenu du coût de la main-d'œuvre, on arrive tout juste à faire des bénéfices avec ce tarif aussi dérisoire.

Augmenter unilatéralement ? Si on n'est pas suivi par les pays arabes, ce sera la bascule et un tollé général contre le capitalisme yankee et les grands pétroliers.

Alors l'astuce est de manipuler les pays de l'OPEP, et cela a réussi admirablement. L'affaire déclenchée, les Arabes ont une fringale de plus en plus vive d'argent et ils augmentent les prix. Du même coup, les grands du pétrole vont encaisser des sommes énormes leur permettant de poursuivre leurs recherches et leurs investissements dans les trois directions énoncées ci-dessus. Ils y vont de leur larme, bien entendu, affirmant qu'ils sont les premiers lésés par cette crise, qu'ils paient le brut plus cher, ce qui leur permet de se disculper.

Mais la crise actuelle de l'énergie est une crise artificielle provoquée et dominée par les grosse sociétés de pétrole. Ce qu'elles ne disent pas, c'est qu'elles tirent des profits immédiats de cette hausse, sauf dans les pays où leurs biens ont été nationalisés (Algérie, Irak, Libye), car dans les pays producteurs, ce n'est pas le roi d'Arabie Saoudite ou l'émir de Koweït qui font de l'extraction, ce sont les pétroliers, qui donnent des royalties et des impôts au passage, mais qui partagent la hausse avec les potentats du coin.

Mais pourquoi cette décision des pétroliers de bousculer ce domaine de l'énergie qui ronronnait avec quiétude jusqu'à présent ?

Pourquoi cela et pourquoi maintenant ?

Pour cinq raisons au moins.

La première, parce que, comme indiqué ci-dessus, les besoins en capitaux des pétroliers sont très importants à présent, je n'y reviens pas.

La deuxième raison tient à la concurrence. Si les pétroliers s'arrangent de la concurrence qu'ils se font à l'intérieur de la profession, ils apprécient moins que d'autres piétinent leurs plates-bandes, grignotent leurs marges bénéficiaires, perturbent leur marché, en profitant d'eux, sans rien apporter de positif à la profession. En effet, on a vu, dans tous les pays, se développer des indépendants, des groupements d'achats, des coopératives (agricoles et de pêche, en France par exemple) qui achètent à l'un ou à l'autre des raffineurs, dans leur propre pays ou à l'étranger pour revendre moins cher que l'ensemble. Sans que cela les gêne énormément, c'est agaçant. En France, on a calculé que les rabais auxquels les pétroliers étaient contraints pour s'aligner leur coûtaient 4 % de leurs bénéfices bruts, une somme équivalente aux investissements, somme plus importante que la rémunération du capital... Les pétroliers ont essayé de redresser la situation en demandant une augmentation de la marge de vente à Giscard d'Estaing qui les a envoyés sur les roses en leur disant : « Commencez par remettre de l'ordre dans votre marché. »

La crise actuelle sonne le glas des indépendants, en particulier en France, où les raffineries, propriété des grands pétroliers, refusent de leur donner du produit, à juste raison puisque avant la crise, ils achetaient à l'étranger, et comme à l'étranger les produits coûtent plus cher que le prix de vente en France, il ne leur reste plus qu'à disparaître. Ils brûlent quelques dépôts avant de s'y résoudre.

La 3e raison tient au non-respect des traités par les Arabes. Certaines conventions ont régi les recherches et l'extraction du pétrole dans les pays producteurs. Les grosses sociétés ont versé des royalties raisonnables aux roitelets des déserts intéressés. Depuis, quelques années, les pays producteurs ont la dent de plus en plus longue, les royalties ont augmenté et on a même dépassé le fifty-fifty cher aux Anglo-américains. C'est l'Italien Mattéi qui a commis la gaffe de donner plus que ce qui était admis jusque-là ; depuis, il l'a payé de sa vie.

Après les royalties, les roitelets ont voulu être associés à la production et à la distribution et ont réclamé une part des actions détenues par les groupes mondiaux, puis ils ont voulu traiter eux-mêmes une partie du brut, puis ils ont voulu assurer eux-mêmes une partie du transport, puis ils ont voulu créer chez eux des raffineries et des usines de pétrolochimie. Oh ! jusqu'où cela va-t-il aller ? N'y aura-t-il pas de fin ? Ces Arabes sont un peu trop gourmands, tout cela n'était pas prévu dans les accords d'origine, qu'ils restent derrière leurs dromadaires, mais ne viennent pas s'immiscer dans nos affaires...

Mais ils tiennent la dragée haute aux pétroliers, car les pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) créée en Septembre 1960, à l'initiative du Venezuela, qui comprend 12 membres : Abu Dhabi, Algérie, Arabie Saoudite, Indonésie, Iran, Irak, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar, Venezuela, Equateur, représentent :

– 50 % de la production de brut en 1972
– 65 % des réserves mondiales prouvées
– 90 % des exportations de pétrole dans le monde.

Rappelons qu'on extrait 2,5 milliards de tonnes de pétrole par an actuellement, que sur ce tonnage on en transporte 1,6 milliard de tonnes dont 1 milliard provenant des pays du Proche-Orient.

Cette suprématie dans le domaine du pétrole est cruciale, car depuis des décennies on utilise de plus en plus de pétrole au détriment des autres sources d'énergie. D'abord parce qu'il est plus maniable et ensuite parce qu'il est moins cher.

Pour la période 1970/2 000, on évalue que la consommation d'énergie se répartira pour :

– 62 % pétrole
– 20 % charbon
– 3 % électricité
– 15 % nucléaire

Et de 1970 à 2 000, la consommation d'énergie sera multipliée par quatre.

On peut donc considérer que les exigences de l'OPEP et des Arabes en particulier sont intolérables aux yeux des grandes compagnies et risquent de le devenir davantage dans un avenir proche. Il est donc temps de leur donner un coup d'arrêt, en recherchant rapidement d'autres sources (charbon, sables bitumineux, nucléaire, solaire) qui rétabliront la balance et qui pourront même permettre aux pays consommateurs de se passer en grande partie du pétrole arabe. On dira à ceux-ci de s'en faire des biftecks.

La quatrième raison tient aux réserves mondiales.

Elles sont estimées à 20/40 ans. Si on découvre d'autres sources, si on utilise les ressources moins rentables et si on limite la consommation, ce sera 40 ans. Si on continue à le brûler avec l'accélération actuelle, ce sera 20 ans.

Les pétroliers qui ont investi des sommes colossales dans leurs moyens de production et de distribution ne vont pas fermer leurs portes dans 20 ans et mettre à la ferraille les stations services, les tankers, les bacs et les raffineries. Il est donc temps et grand temps de songer sérieusement à une reconversion. 20 ou 40 ans sont vite passés. Il est donc devenu urgent d'agir et on ne peut agir, comme je le disais précédemment qu'en augmentant sérieusement et massivement le pétrole, et pour faire admettre cette augmentation, il est de bon ton de créer une pénurie, voire même un rationnement. Les cochons de payants seront trop heureux de la payer plus cher pourvu qu'ils en aient, puisqu'ils ne peuvent plus s'en passer.

Ce n'est pas demain qu'il faut agir, mais tout de suite.

des pétroliers

La 5e raison tient à la situation des Sociétés dans les pays producteurs.

Il n'y a pas si longtemps, les pétroliers faisaient leurs affaires avec les petits, ou les gros potentats, trop heureux de voir surgir de l'or du sable du désert. De petites royalties monnayaient ce trafic, mais voilà que certains colonels chassent les royales majestés et montrent les dents qui se découvrent longues. Et les relations entre possesseurs du terrain et pétroliers de se modifier.

Certains nationalisent purement et simplement, éjectant du même coup (et parfois sans indemnisation) les pétroliers : Algérie, Irak, Libye. D'autres utilisent la prise de participation partielle et progressive. Les accords de New York et de Riyad sur la participation (Octobre 72) signés par l'Abu Dhabi, l'Arabie Saoudite, l'Irak, le Koweït et le Qatar, représentent 22 % de la production mondiale, 37 % des réserves mondiales, 58 % des importations françaises de brut en 1972. Cet accord prévoit que les Etats signataires acquièrent une participation initiale de 25 % dans chacune des concessions existant sur leur territoire. Cette part augmentera en 1978 et dans les années ultérieures jusqu'à atteindre 51 % au 1er janvier 1982, si, entre-temps ces pays n'essayent pas d'obtenir plus rapidement cette participation de 51 % ou s'ils ne nationalisent pas brutalement, suivant en cela un exemple récent, car c'est depuis 1972 que les événements se précipitent. Dans peu de temps les pétroliers vont se retrouver en culottes courtes, et sans que leurs installations aient été rentables. peut-être le sont-elles tout juste du point de vue comptable (en Algérie et en Libye par exemple, venus nouvellement sur le marché du pétrole) mais pas du point de vue production.

Cette situation peut évoluer rapidement, on voit la tendance depuis un an seulement. Donc, pas de sentiment, si on doit perdre nos chers puits, il faut tenter auparavant d'en tirer un bénéfice maximum. D'où l'opération actuellement en cours. Il semble que ce soit là la véritable raison de la « crise » actuelle.

Les pétroliers pouvaient, avec le temps, surmonter les autres difficultés, mais ils sont coincés avec les nationalisations.

Les réserves de pétrole, les pétroliers les connaissaient et agissaient en vue de cette échéance, action soutenue, mais non précipitée, puisqu'ils devaient prendre la relève en 1985 avec l'énergie nucléaire, donc avant l'épuisement des réserves.

La concurrence des indépendants : broutille ! elle ne menaçait pas les prérogatives et la suprématie des grosses compagnies et celles-ci auraient trouvé une parade à ces agaceries.

Les difficultés de rapports avec les Arabes : affaire sentimentale que les pétroliers pouvaient surmonter. Ils ont fait preuve de patience et de diplomatie par le passé et ne vont pas s'offenser d'un traité non respecté, cela ne serait d'ailleurs pas réaliste.

Mais si les producteurs se mettent à nationaliser sans préavis, c'est grave et il faut agir vite. La « crise de l'énergie » est la réplique des pétroliers à ces nationalisations. D'où la réaction brutale et habile des pétroliers. Ils savent que les parlotes, les déclarations, les traités sont inefficaces, seule compte l'action et leur décision est vraiment révolutionnaire et a surpris tout le monde. La réplique a été rapide, rappelez-vous, Khadafi a nationalisé en 1972 et l'Irak a suivi.

Mais avant de répliquer, il fallait préparer le terrain : achat de mines de charbon et de champs pétrolifères, rejet par les tribunaux américains des prétentions de sociétés d'écologie qui voulaient interdire la construction du pipe-line de l'Akaska, ententes dans le domaine nucléaire, etc. Tout cela n'a pas pu se faire non plus sans l'accord au sommet et à l'intérieur d'un tout petit cercle de capitalistes, et aussi du gouvernement américain, et même (car dans l'économie et la politique mondiales actuelles tout se tient) du gouvernement soviétique.

J'en veux pour preuve la guerre du Kippour, qui a servi de détonateur pour l'opération en cours.

Les Russes et les Américains savaient que les Arabes allaient rouvrir les hostilités contre Israël. Ils savaient et ils ont laissé faire. D'abord pour une raison militaire, afin d'essayer leurs tout récents matériels. Mais ils savaient aussi qu'un conflit nouveau serait agrémenté d'une guerre du pétrole. Les Arabes l'avaient déclaré bien fort.

Voilà l'occasion. A-t-elle été suggérée par les pétroliers, je ne sais pas et peu importe, l'essentiel pour eux est qu'elle soit déclenchée. Les deux grands ont donc accepté cette guerre du pétrole parce que cela arrangeait l'Etat américain et l'Etat russe et, de plus, le capitalisme mondial, et tout particulièrement les pétroliers. De là à avancer que ce sont ceux-là qui ont poussé à la guerre du Kippour il n'y a qu'un pas, que je ne veux pas franchir parce que la politique mondiale n'est pas aussi simple. En revanche, j'affirme qu'ils ont manipulé les Arabes pour les amener à provoquer la crise que nous connaissons actuellement. Cela arrangeait les Russes parce que la crise va donner un coup d'arrêt à l'Europe des neuf.

En voici la démonstration dans le domaine de l'énergie :

Consommation toutes énergies de l'Europe des Six (en millions de TEP).

1 TEP = 1 Tonne de pétrole
= 10 000 Thermies de gaz naturel
= 1,5 Tonne de charbon
= 4 500 KWH

La dépendance des Etats européens dans le domaine de l'énergie est très importante, et il va de soi qu'une augmentation du prix de l'énergie pétrolifère va les gêner terriblement. Pour la même raison, cela arrange les Américains qui voient d'un mauvais œil se développer une Europe qui veut devenir de plus en plus indépendante politiquement, mais oublie qu'elle ne peut l'être économiquement. Kissinger a laissé échapper une phrase bien significative il y a quelques semaines (à Copenhague je crois). Il a proposé que les grandes nations fassent le bilan de leurs besoins et de leurs ressources d'énergie. Et tout le monde d'approuver. Mais, a-t-il ajouté « j'avais déjà fait cette proposition en avril 1973, et personne ne m'a répondu ». Il était donc grand temps de remettre au pas ces trous du cul de pays européens qui ne se sentent plus pisser depuis qu'ils commencent à se réunir pour bavasser. Mais ceux-ci semblent avoir compris, car dur a été le rappel à la réalité.

Avril 1973, c'était avant la guerre du Kippour. Cela intéressait les Américains aussi pour d'autres raisons qu'il n'est pas de mon propos de développer : redressement du dollar et reprise en main (si tant est qu'il lui avait échappé) du capitalisme mondial.

Cette crise aura aussi des effets bénéfiques (pour le capitalisme) non négligeables : cassure de l'expansion un peu trop galopante à leur goût et qui devenait difficile à contrôler, coup d'arrêt aux salaires et avantages sociaux, création de chômage permettant de fournir une main-d'œuvre moins chère et plus docile.

Dès juin 1973 (la guerre du Kippour n'avait pas encore éclaté), on voyait en France, certains pétroliers démarrer une politique de « désengagement ». C'était le fait notamment d'Esso et de Shell, les autres (en particulier les groupes français) qui ne semblaient pas avoir été mis au parfum, ont suivi, sans comprendre, mais se doutant bien de quelque chose.

Cette politique consistait à revoir les engagements contractés avec de gros consommateurs de fuels et de gas-oil, de réduire ces engagements de 10 % en tonnage et de beaucoup plus en rabais. En cas de difficulté avec le client, l'informer poliment qu'on rompait les accords ipso facto, qu'il lui était loisible de se faire livrer par quelqu'un d'autre. Ce n'est pas l'habitude chez les commerçant d'abandonner les clients, il y avait donc des instructions qui venaient de haut lieu.

En Juin 1973, vous saviez, vous, qu'il y aurait une grave crise avant la fin de l'année ? Non, mais eux le savaient, ce qui démontre clairement que cette crise n'est pas fortuite, mais a été préparée. Cela leur permet actuellement d'être plus à l'aise : on a laissé tomber des clients qui avaient de gros rabais et qui n'ont pas été compréhensifs. Ensuite, on a supprimé tous les rabais. On vend moins, mais on gagne davantage. On a écrémé des marchés trop importants, avec l'E.D.F. et la S.N.C.F. par exemple qui sont les deux plus gros clients des pétroliers. Ce qui fait qu'en 1974, si le gouvernement français contraint ces sociétés à assurer l'approvisionnement des consommateurs, elles le feront selon la référence au tonnage livré le même mois de l'année précédente ce qui représentera un tonnage moindre livré à des clients peu rentables, rendant une part disponible plus grande pour les clients libres plus généreux. Et du même coup, on rigole de la bonne farce jouée à ceux qui n'étaient pas dans le coup et qui se sont précipités (au début) sur ce tonnage délesté par les grands.

Jusqu'où ira-t-on ? Il n'est pas commode de le dire puisque les événements évoluent très vite et que les données les plus importantes restent secrètes. Le gouvernement français, qui est quand même assez bien renseigné, annonce qu'il n'y aura pas de crise dure, pas de chômage démesuré, mais qu'il faut s'attendre à payer très cher ce pétrole qui nous fait défaut et Giscard d'Estaing de s'inquiéter du sort de la monnaie et de sa réserve de devises. Et je pense qu'ils ont raison. Il n'est pas dans l'intention des Pétroliers de provoquer une crise dure qui affaiblirait le capitalisme mondial. Ils ont simplement besoin d'un peu de sous. Puisqu'ils ont déclenché cette crise, ils doivent s'être réservé les moyens de la contrôler. Ce sont de dignes notables et il est peu probable qu'ils se désintéressent des conséquences de leur révolte, en laissant à d'autres (chefs de gouvernement) le soin de trouver une solution équilibrée. On peut donc être assuré que le chômage n'ira pas jusqu'à la fermeture d'un grand nombre d'usines. En revanche, puisque c'est le but de l'opération, il faudra régler les factures, et cela, alors, regarde les clefs de gouvernement et leurs ministres des Finances. Le bon peuple est aussi intéressé, en tant que cochon de payant, il casquera.

On prévoit dans les jours qui viennent le super à 172 F le litre et le fuel domestique à 60 F, une autre petite hausse avant les vacances sur le super et sur le FOD à l'entrée de l'hiver porteront probablement les prix à 200 F pour le super et 70 F pour le fuel domestique, avant la fin de l'année. On essaiera de ne pas trop augmenter les fuels lourds pour ne pas gêner les confrères industriels et on évitera d'augmenter les naphtas, qui sont transformés en divers produits de consommation par la pétrolochimie, donc par les filiales des grosses sociétés de pétrole.

Naturellement, les pays Arabes auront leur mot à dire. Si j'ai simplifié cet exposé, je sais quand même que tout n'est pas aussi simple (simpliste diront certains) et qu'il y a infiniment plus de facteurs et de factions qui interviennent.

Les Arabes, depuis quelques années s'intéressent à leurs problèmes. Beaucoup sont allés dans les universités européennes ou américaines. Ils sont à présents d'habiles financiers et de bons ingénieurs, capables de diriger ou de superviser la production du pétrole dans leurs pays, tandis qu'avant 1939, les dirigeants ne pensaient qu'à jouir de leurs royalties. L'argument de la baignoire en or de l'émir est un peu trop simpliste et dépassé. Les dirigeants arabes connaissent bien ce problème du pétrole, ils se concertent à présent avant de faire des propositions et d'agir. Ils restent d'ailleurs modérés dans leur comportement et en certains domaines sont empreints d'une sagesse que n'ont pas Européens et Japonais. Dans le domaine des taxes qu'ils prélèvent au passage, ils en prennent moins que les gouvernements des pays utilisateurs. Ils ont pourtant à financer leur expansion et n'ont pas, la plupart du temps, d'autres ressources. Ils veulent freiner le gaspillage du pétrole, on ne peut leur donner tort. Ils ont raison pour eux et pour nous. Dans 50 ans, on aura encore besoin de naphta en chimie, même si on a réussi à découvrir d'autres sources d'énergie, et si tout a été brûlé dans les bagnoles, où ira-t-on le chercher ? Ils ont raison aussi d'étaler dans le temps l'extraction afin de faire profiter plus longtemps leur peuple (ou leur bourgeoisie ?) ou leur pays de la richesse du pétrole. Ils veulent également traiter le pétrole sur place afin de créer des industries qui fourniront de la main-d'œuvre à leurs ressortissants et leur fourniront des ressources plus substantielles.

Il faudra donc tenir compte de leurs aspirations et de leurs désirs, d'ailleurs ils se chargeront bien eux-mêmes d'en exiger la reconnaissance.

En France, l'année 1974 ne s'annonce pas comme particulièrement réjouissante. L'expansion plafonnera à 2 % au lieu de 6,8 % en 1973 (agrémenté par une inflation réelle de 12 %). Aux U.S.A. on excompte 1 % ainsi qu'au Japon. Les prix (et les salaires ?) augmenteront de 15 à 20 %. Il y aura 800 000 chômeurs, détérioration de la balance commerciale et régression du commerce extérieur.

La réplique des pétroliers est donc sévère pour tous, mais plus spécialement, et cela n'est pas une nouveauté, pour les petits et moyens salaires. La bagnole restera au garage et on coupera le chauffage de bonne heure cette année.

JACQUES QUILLIEN

CROISSANCE ET DÉMOGRAPHIE

Lorsque le Club de Rome (1) conclut, il y a peu de temps, que « la croissance illimitée de la population et de la production deviendra vite impossible sur notre planète, qui est un monde *Fini* », tous les politiciens crièrent à la réaction. Quoi, on veut détruire le mythe de la richesse inépuisable ! Mais de quoi se mêlent-ils ces économistes ? Ces conclusions seraient divulguées aujourd'hui qu'on ne manquerait pas d'accuser les Arabes d'en être les propagateurs. La crise actuelle de l'énergie, bien que plus ou moins orchestrée et gérée par les Etats producteurs et consommateurs, doit nous conduire à replacer au premier plan ce vaste problème dont les implications sont à la fois d'ordre matériel, économique, moral et philosophique. Il n'est pas pensable que les hommes continuent à piller systématiquement les richesses naturelles pour des motifs extérieurs et contraires à la raison. L'homme, s'il détruit son environnement, se détruit également, car que peut-il devenir sans la nature sinon crever l'esprit et l'estomac vides ?

Le problème de l'exploitation des ressources est indissolublement lié à celui de la démographie. Point question pour nous de dire si les maux dont nous sommes victimes sont dus à une trop forte pression démographique ou s'ils sont la conséquence de la carence des sbires qui nous gouvernent. Démographie et satisfaction des besoins sont deux pôles d'un même débat dont l'issue dépend, non pas de décrets partisans ou de lois démagogiques, mais de la prise de conscience de tous. Cette prise de conscience passe nécessairement par l'abolition des mythes entretenus par la politique, la science, la philosophie. Le problème est global et, comme tel doit se résoudre globalement.

Adam Smith notait, au XVIII^e siècle, que « l'augmentation de la population d'un pays constitue le signe le plus probant de sa prospérité ». Il n'est pas besoin de spéculer profondément sur le sens et la portée de cette phrase pour la refuter. Le Koweit est peuplé de deux mille fois moins d'habitants que la Chine ; pourtant, le premier pays en tant que nation s'entend, car le peuple n'est pas convié à jouir des richesses fabuleuses de cet émirat, est économiquement plus prospère que le second. L'Etat du Koweit est un Etat prospère mais sa prospérité sent le sang, le chantage, l'exploitation, la guerre. S'il vivait encore, Smith s'apercevrait que l'augmentation de la population d'un pays constitue le signe le plus probant de sa misère. Il s'apercevrait également qu'il a fait un émule en la personne de Debré, ministre de la chair à canon et marchand de canons à ses heures perdues. Cet hurluberlu ne dormira tranquille que lorsqu'il sera dorloté par 90 millions de Français. Procréez, procréez ! Il n'y aura jamais suffisamment de marmots pour que l'armée soit admirée et crainte de nos ennemis. Toutes les sociétés que nous connaissons sont des sociétés de classe où l'Etat, et son protecteur : l'armée, est le régulateur de l'autorité institutionalisée. Plus l'Etat est fort, autrement dit plus l'armée est puissante et plus l'individu est bafoué dans ses droits légitimes. La violence érigée en institution s'exerce non seulement sur l'individu, mais aussi sur son environnement ; la grandeur nationale n'ayant pas de limite, tout élément minéral, végétal et animal se doit d'être au service de la minorité d'exploiteurs pour qui la survie en tant que classe dominante passe bien avant la satisfaction des besoins. Concevoir que le monde est *Fini* implique que l'expansion de l'Etat peut avoir une limite et cela, aucun ne peut l'admettre car c'est se condamner à la désintégration.

Le progrès technique, accaparé par les classes dirigeantes, a toujours renforcé la croyance en la pérennité des ressources. La révolution industrielle apaisa la crainte du manque avec ce qu'elle apporta comme techniques nouvelles dans l'agriculture, l'industrie, les transports. Pourtant, peu avant la Seconde guerre mondiale, Thomas Jefferson attira l'attention sur la destruction des sols et la perte de fertilité des terres d'Amérique du Nord. Son discours fut une parole accueillie par un désert d'indifférence. Dans les pays du Tiers monde, la situation est à ce sujet alarmante. Les paysans travaillent sur des terres qui ne leur appartiennent pas : leur désintéressement quant aux soins à prodiguer à la terre et l'utilisation sans limite des engrais chimiques aboutit rapidement à la destruction des sols. Les classes dirigeantes doublées de castes scientifiques hermétiques saccagent les matières premières, l'énergie afin d'assouvir leur soif de puissance. Elles sont aidées dans leur dessein par l'ignorance et l'incompréhension des populations qui croient normales et inévitables les catastrophes qui les déciment constamment. Les régimes féodaux des pays sous-développés sont régis par l'autorité religieuse. La manne céleste tient sous son joug les populations arriérées et asservies qui ont pour consolation l'espérance du bonheur de l'au-delà. Dans les pays développés, les famines, les disettes, les épidémies ont disparu : les techniques agricoles, l'industrialisation, les services d'hygiène et de santé permettent d'éviter ces catastrophes si meurtrières au Moyen Age. Nous parlons maintenant de récession et d'expansion. Mais que l'on ne s'y trompe pas, si les termes s'actualisent, la situation n'a pas changé : aux travailleurs la récession permanente, aux exploiteurs oisifs l'expansion tout aussi permanente.

Le capitalisme, s'il est responsable de bien des maux, ne fait qu'aggraver la douleur ; les économistes libéraux et socialistes s'entendent comme larrons en foire pour faire porter le chapeau au peuple. L'argent et la science (en tant que caste) ont remplacé la religion. Aujourd'hui, la puissance, c'est l'argent. Travailler, produire, consommer au profit d'une classe parasite constitue le cycle perpétuel de l'exploitation génératrice d'inégalités, de soumission, d'asservissement. Si d'aucuns refusent, les gouvernants sortent les triques : l'armée, les asiles psychiatriques, la publicité, les prisons, les curetons.

Il est intéressant, à ce sujet, de revenir sur la position marxiste. Dans sa théorie de la plus-value, Marx dit que l'augmentation de la population en système capitaliste accentue la misère de la majorité puisqu'une proportion de richesses en diminution constante se partage entre une population croissante. En régime communiste (le sien), cette situation change. L'accroissement de population augmente d'autant la contribution productive apportée à l'Etat (c'est-à-dire au bien être collectif de tout le peuple) et plus l'Etat est grand, plus il est fort. Autrement dit, Marx justifie, d'une part le pillage des ressources et d'autre part, le galop démographique. Cela fait belle lurette que les anarchistes ont compris que plus l'Etat est grand, plus il est fort. C'est pour cela que nous préconisons son abolition immédiate. Remarquons la pirouette dialectique qui consiste à dire que l'Etat, c'est le peuple : rien de moins qu'une escroquerie. Quant à la disparition dudit Etat, nous attendons toujours que l'on nous explique comment il se détruira en renforçant son autorité. Autant vouloir éteindre un incendie en l'aspergeant d'essence. Les marxistes qui s'énorgueillissent d'être cohérents et logiques sont décidement des gens très curieux.

Il est un préalable à toute solution radicale c'est la destruction du concept de croissance. Ralentir la croissance. La croissance zéro n'est qu'un subterfuge des économistes pour sauvegarder leurs privilèges idéologiques et pour que les travailleurs se serrent la ceinture. Quelles seraient les conséquences d'une croissance nulle dans notre société de classe ; le chômage, la hausse des prix, la dégradation des relations internationales et sa suite logique, la guerre qui a toujours été une planche de salut pour les Etats et une tombe pour les travailleurs. En somme, nous commençons, avec la crise de l'énergie, à prendre connaissance avec ces conséquences. Raisonner en terme de croissance, c'est privilégier la compétition entre pays, c'est aliéner les individus à des intérêts patriotiques, c'est entretenir l'idée de puissance, de supériorité. De la même façon que chaque individu est complémentaire des autres, chaque pays est nécessairement complémentaire des autres ; la solidarité, l'entraide doivent se substituer à la concurrence sur des bases égalitaires et fédéralistes. Dans notre monde, il est une tâche qui s'impose à tous : désintégrer les castes scientifiques monopolisant le savoir et justifiant par leurs théories les pires misères. La science économique doit retrouver le chemin qu'elle n'aurait jamais dû quitter : aider l'homme à satisfaire ses besoins, à vivre libre ; elle doit rejeter l'optimisme dans lequel elle baigne, notamment en ce qui concerne la démographie. Une politique démographique scientifique et humaine passe nécessairement par la liberté de tout individu de pouvoir disposer de son corps. Il n'est pas question de préconiser les mesures que Malthus prétendait appliquer. D'abord, sa théorie justifiait le capitalisme plus qu'elle ne mettait en valeur des conclusions scientifiques exemptes de considérations religieuses ; ensuite, le caractère inhumain de ses mesures choque les Libertaires. Préconiser les guerres et l'abstinence pour réguler la démographie est inadmissible pour un anachiste car ces mesures ont pour conséquences de mutiler physiquement et physiologiquement l'individu. La liberté de l'esprit ne doit pas se prendre au détriment de celle du corps, et inversement. La liberté est totale ou n'est pas ; elle ne souffre pas de division, de réglementation, de restriction. Si l'on peut pardonner à Malthus d'avoir ignoré les méthodes modernes de limitation des naissances, il n'en est plus de même aujourd'hui pour ceux qui refusent ce qui devrait être un droit. Les obstacles ne sont plus techniques mais idéologiques. Chaque parti politique présente sa solution, forcément parcellaire et démagogique puisque, étant dictée par des intérêts de chapelle ; chaque organisation humanitaire propose des mesures manquant le plus souvent de rigueur scientifique : cela va de l'arrogance du M.L.F. à l'hypocrisie de certaines associations religieuses.

A nos yeux, il n'existe qu'un seul moyen d'épanouir le corps et l'esprit de l'homme : la révolution sociale en vue de construire une société fédéraliste où tout partira de l'homme pour arriver à l'homme. Dans des structures débarrassées de toute contrainte, de toute considération idéologique, l'homme ne serait pas assez fou pour détruire le milieu qui lui permet de vivre. La nature fait corps avec l'homme ; elle n'est ni son ennemi ni son valet. Nous ne saurions trop conseiller de relire le bouquin de Pierre Besnard (2) dans lequel nous avons un aperçu de ce que pourrait être une gestion libertaire des ressources de la nature et des activités humaines. Beaucoup de choses sont évidemment à actualiser, mais ce qui reste vrai c'est la perspective d'une société débarrassée de toutes les gangrènes qui minent notre monde d'aujourd'hui.

Patrick DERLHE

(1) Halte à la croissance
(2) Le Monde Nouveau

qui paye les antinucléaires ?

La propagande actuelle vise à promouvoir l'industrie nucléaire comme source d'énergie « propre » et inépuisable. La contestation se poursuit cependant, et nous désirons faire entendre notre voix dans tous les journaux cepables d'accepter une façon de voir différente de celle des technocrates et des économistes en place.

Pourquoi sommes-nous contre les centrales nucléaires ?

1.– Les centrales nucléaires sont dangereuses :

On est encore à chercher comment stocker les déchets radioactifs. Aucune des solutions proposées jusqu'à maintenant n'est satisfaisante et sans danger : les containers immergés s'ouvrent sous la pression de la mer, ou cèdent peu à peu à sa corrosion, contaminant le milieu marin. Les cimetières radioactifs exigent un contrôle constant, et aucun matériau connu sur terre ne résiste à la corrosion radioactive qui le rend poreux, et laisse ainsi s'échapper les radiations. Les autres solutions avancées (envoyer les déchets dans le soleil, les laisser s'enfoncer dans l'écorce terrestre ou dans la calotte glaciaires) sont tout aussi aléatoires.

Dans toute entreprise humaine, l'accident peut arriver ***statistiquement.*** Or, dans ce domaine, un accident peut avoir une ampleur et une gravité catastrophiques (cf. le rapport Brookhaven de 1957, fait par l'A.E.C. et remis en cause actuellement par les officiels eux-mêmes comme trop optimiste !).

Il faut tenir compte enfin de la pollution radioactive constante. Les centrales nucléaires rejettent constamment des effluents radioactifs dans l'eau et l'atmosphère. Il existe des normes maximales autorisées, mais elles sont fixées de manières empirique, et les critères de rendement et de profit passent avant la santé publique. Or, la radioactivité augmente les taux de cancers, leucémies, fausses-couches et malformations congénitales.

2.– Les centrales nucléaires posent un problème politique :

La construction des centrales nucléaires nécessite un programme d'ensemble à l'échelon national et même international. C'est une poignée de technocrates qui décide de l'implantation d'une centrale, sans consulter la population intéressée. Cette minorité qui contrôle les centrales nucléaires possèdera, quand notre énergie dépendra uniquement de l'atome, un pouvoir de pression énorme. De plus, en raison des risques de sabotages et d'accidents, les pouvoirs policiers, et à plus long terme militaires seront renforcés.

Les centrales nucléaires favorisent donc la centralisation et le régime policier.

Les centrales nucléaires favorisent aussi la politique actuelle de croissance à tout prix. Pays capitalistes et pays dits socialistes, pour des raisons de profit, créent sans cesse de nouveaux besoins : les USA multiplient les objets inutiles et peu durables, l'URSS ambitionne de rattraper les USA dans la production de voitures, d'avions, et de gadgets, la Chine attend avec impatience les technocrates américains. Or cette croissance, dont on fait un mythe, conduit la planète à la catastrophe ; pollution accrue, déséquilibres écologiques, fossé de plus en plus grand entre pays riches et pays pauvres, démographie galopante, épuisement des ressources naturelles...

On ne peut produire indéfiniment dans un monde fini...

3.– Nos rapports avec l'Anarchie, en tant que groupe écologi-militant et contestataire :

Nous ne voulons pas d'un parti bureaucratique et hiérarchisé, et nous n'envisageons la révolution que conduite par les masses, et non « magouillée » par les révolutionnaires « professionnels ».

Nous souhaitons une société dans laquelle les applications de la science (et non les scientifiques eux-mêmes) seraient contrôlées afin d'éviter qu'elles servent à des fins guerrières ou à la création de nouveaux besoins.

Nous souhaitons une société sans armée, décentralisée, qui casserait l'Etat. Pour cela, il faut développer une forme d'énergie qui puisse fonctionner à petite échelle. Ce ne peut être l'énergie nucléaire. Ce pourrait être l'énergie solaire, l'énergie géothermique...

Comité Antinucléaire de Paris
15, rue du Commerce
PARIS 15^e

A MONSIEUR LE MINISTRE DES ARMEES...

Monsieur, j'ai reçu une lettre, m'informant de mon départ en caserne pour le début du mois de février. Cette lettre a été rédigée par un de vos nombreux officiers, celui-ci me dit : j'ai l'HONNEUR de vous annoncer votre départ etc...

Pour moi honneur = fierté, donc vous êtes fier d'emmerder un jeune de 20 ans, de lui voler sa vie, de l'asservir, d'avoir tous les droits sur sa personne, pendant une durée d'un an pour le service militaire, de deux ans pour le service civil, après l'usine prend la relève.

OUI MESSIEURS, vous vous êtes pris beaucoup de droit, des droits sur les autres, des droits que vous n'avez pas et que vis-à-vis de moi vous n'aurez jamais. On m'a toujours dit que la France était le berceau de la liberté, qu'elle était généreuse et tolérante, oui mais c'est une légende pour petits enfants de maternelles ; car en pratique vous faites malheureusement tout le contraire, la preuve : LE NOMBRE EXTREMEMENT IMPORTANT D'INSOUMIS, DE DESERTEURS, DE RESISTANTS ET D'OBJECTEURS QUI MEURENT DANS VOS PRISONS. Et c'est pour cela que depuis cinq ans je résiste contre vous, je refuse votre société telle qu'elle est, telle que vous voulez qu'elle devienne. Je veux vivre LIBRE, ma vie m'appartient, au nom de quel droit exigeriez-vous que ja la sacrifie ? Je ne reconnais à personne le droit d'en disposer, même partiellement, c'est la seule chose dont je revendique le droit de propriété, le reste devant être, ne vous en déplaise, la propriété de tous les hommes. Je ne veux pas avoir les lèvres souillées comme vous par le mensonge et l'hypocrisie, je veux proclamer ce que je pense envers et contre vous tous.

OUI MONSIEUR, je n'ai pas envie de me taire, de me mettre une muselière, de me mettre au pli, à un pli qui n'est pas le mien, mais qui est le vôtre. Je revendique le droit de n'avoir à obéir qu'à ma conscience. Tuer un homme, lui enlever à jamais le droit de jouir du soleil, et de tout ce qui fait l'attrait de la vie est à mon sens l'acte le plus sacrilège que puisse accomplir un individu contre la nature. Je reconnais cependant qu'il y a dans ce monde des gens que je fusillerais bien volontiers. Et je conçois que l'on puisse répondre à la violence de la bourgeoisie autrement qu'avec des fleurs. Pour lutter contre ceux qui veulent faire de la France une PRISON, une seule solution :

LA GUERILLA FAITE PAR LE PEUPLE EN ARME. OUI A LA REVOLUTION, NON A L'ARMEE PILIER DE L'ETAT. EN DETRUISANT L'ARMEE NOUS DETRUIRONS L'ETAT.

NON A L'ARMEE : car je ne veux en aucun cas être amené à tuer sur ordre d'une tierce personne. Je refuse que l'on se substitue ainsi à ma conscience, à mes volontés. S'il s'avère qu'un jour je sois obligé de tuer, je veux en être pleinement responsable, car c'est en tant que personne consciente que je veux agir. Je refuse de ramper devant ces hommes qui ne diffèrent en rien de moi si ce n'est pas leurs barrettes, et leur incommensurable bêtise Je refuse de porter un fusil qu'il me faudrait braquer un jour sur des camarades qui tout comme moi revendiquent le droit à la vie. Je refuse de participer à une institution qui honnorifie les criminels en les décorant des légions d'Honneur, même pas pratiques pour se torcher le cul.

Et puisque c'est un crime de croire en la LIBERTE, à L'AMOUR, et puisque c'est un délit d'être ennemi de l'injustice, de la guerre, de l'autorité, de l'Etat, et qu'il me faille en répondre devant vos tribunaux, eh bien soit ! Mais sachez bien qu'un jour, vous aurez vous aussi à répondre de vos actes devant des gens, qui COMME CEUX DU LARZAC ONT ETE EXPULSES DE LEURS TERRES, DEVANT LES MILLIERS DE VIES QUI SONT CONSTAMMENT EN DANGER PAR LA FAUTE DE VOS CENTRALES NUCLEAIRES. DEVANT TOUS LES EXPLOITS, DEVANT TOUS LES GENS QUI NE VEULENT PAS CREVER AVANT DE SAVOIR CE QU'EST LA VIE.

Et ne croyez surtout pas que je vais attendre vos gendarmes en restant passif pendant tout ce temps, je vais continuer à VIVRE.

Une fois de plus vous êtes obligés de rajouter un nom à l'importante liste d'INSOUMIS, DESERTEURS, et RESISTANTS QUI REFUSERENT, REFUSENT, REFUSERONT DE MARCHER COMME DES MOUTONS.

HEUREUX TOUS LES INSOUMIS QUI COMME CEUX DE 1917 CRACHERENT SUR L'AUTORITE, ET PREFERERENT MOURIR POUR LA LIBERTE, LEUR LIBERTE (plutôt que de mourir pour la soi-disant mère patrie).

LES OPPRIMES N'ONT PAS DE PATRIE, ET EN DEFENDANT LA SOI-DISANT PATRIE, L'OUVRIER NE FAIT QUE DEFENDRE LES INTERETS D'UNE MINORITE DOMINATRICE (patrons, chefs, bourgeois, etc...)

Pas la peine de m'envoyer vos LARBINS (LES GENDARMES) je viendrai de moi-même vous voir, seulement le jour où j'en aurais envie. Et ce jour-là je m'expliquerai avec vous, FACE A FACE. Pour le moment, veuillez bien vouloir patienter.

Henri PORTES

TOUJOURS L'ARMEE...

Lorsque par extraordinaire une loi n'est pas un déni à la vie, lorsque par extraordinaire elle défend l'individu contre les atteintes de l'Etat, il est symptomatique de constater les agressions dont elle est l'objet de la part de ceux qui ont mission de la faire respecter.

Une fois de plus le statut de l'objection de conscience (acquis au prix d'une lutte opiniâtre et d'une grève de la faim héroïque de notre camarade Lecoin), une fois de plus ce statut est bafoué par des « protecteurs ».

Un de nos camarades, Henri Portes, demande le bénéfice de la loi, les raisons qu'il invoque sont philosophiques donc conformes à cette loi ; cependant pour que les chats fourrés soient rassurés de la sincérité de la profession de foi de notre ami, et pour acquérir la certitude de ses sentiments, il faut qu'ils soient avalisés par un prêtre ou un pasteur.

Si c'est là ce qu'on appelle des raisons philosophiques, la philosophie se limitant sans doute à la religion pour les engalonner.

D'autre part, en quoi la parole d'un prêtre ou d'un pasteur aurait plus de crédibilité que celle de l'intéressé.

C'est ce qu'a fait remarquer Henry Portes par cette affirmation que la meilleure et seule preuve qu'il pouvait apporter de se conviction était sa signature en bas de la demande, menaçant même de traduire en diffamation ceux qui oseraient la mettre en doute.

La réponse ne s'est pas fait attendre : rejet pur et simple pour raisons philosophiques non justifiées.

Aussi aujourd'hui Henry Portes est insoumi, c'est du moins ce dont l'accuseront ceux qui l'ont assimilé à cette insoumission et poussé à cette illégalité à laquelle il le condamne, pour laquelle ils le condamneront. Henry Portes s'y installe et leur crie ses vérités ! (Rappelons qu'il devait rejoindre son corps le 4 février à Neufbrisach près de Metz.)
Parallèlement à cette prise de position, une distribution de tracts a eu lieu à Agen, opérée par Portes et Petit, à la suite de laquelle nos camarades ont été condamnés en raison de l'absence d'une adresse d'imprimeur ce qui dénote la franchise des tribunaux.

Etre de la sorte inquiétés nous prouve que nous sommes dans la bonne voie ; celle qui aboutira à la fin des armées et des guerres.

La Rédaction.

appel à la solidarité

Cette nouvelle poursuite ajoutée à toutes celles que nous connaissons, nous prouve l'acharnement du pouvoir contre les pacifistes. Le mépris du gouvernement pour un statut sur lequel il trébuche et qu'il ne sait de quelle manière escamoter.

Dans un précédent numéro de ce journal, nous avons lancé un appel en faveur de nos camarades poursuivis ; nous n'avons nulle honte à récidiver ici. Non seulement nous n'éprouvons pas de honte, mais nous en aurions à ne pas appeler à la solidarité en faveur de ceux qui, par leur courage et leurs actes, constituent l'avant-garde du combat pour le triomphe de la liberté sur la tyrannie et du pacifisme contre la guerre.

Vous répondrez à notre appel, nous le savons, pour vous, pour vos enfants, pour ceux qui vous sont chers, pour tous les hommes de la planète connus et inconnus, il faut que disparaisse avec les armées la guerre qui en est la conséquence.

Il faut que ceux qui par l'écrit, par la parole et par les actes font face au moloch, et pour cela se trouvent traduits devant les tribunaux, sentent le soutien des lecteurs, des sympathisants, en un mot de tous les membres de la grande famille anarchiste.

Adressez vos envois à Yvonne Dalménèches C.C.P. 14 277 86 PARIS avec la mention « SOUTIEN AUX CAMARADES POURSUIVIS ». Tous vos envois seront les bienvenus, quelle qu'en soit la somme, ils seront, nous le savons, à la mesure de vos moyens.

D'avance merci.

La F.A.

communiqués

LES OBJECTEURS CONCERNES PAR L'ARRETE SUIVANT DOIVENT FAIRE LEUR DEMANDE

AVANT LE 16 MARS

Cet arrêté concerne les jeunes gens reconnus aptes au service, dont :

– le sursis ou la prolongation de sursis arrivera à échéance avant le 1er avril 1974 ;
– le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1er avril 1974 ;
– l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1er avril 1974 ;
– volontaire pour être appelés le 1er avril 1974 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er février 1974, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur résiliation de sursis ou de report d'incorporation.
– les jeunes gens administrés par les bureaux de recrutement de métropole, nés entre le 16 mars 1954 et le 4 juillet 1954, ces dates incluses ; omis et naturalisés recencés avec les deuxième et troisième tranches de naissance de la classe de 1974.

SI TU ES DANS UNE DE CES CATEGORIES, TU DOIS ENVOYER TA DEMANDE D'OBTENTION DU STATUT AU :

MINISTERE DES ARMEES
COMMISION
JURIDICTIONNELLE
14, rue SAINT DOMINIQUE
75007 - PARIS

ET CE, EN RECOMMANDE AVEC ACCUSE DE RECEPTION.

Secrétariat des Objecteurs de Conscience

*

Après délibération de 21 jours et 29 minutes (le tribunal était encore en train de délibérer au début de la séance), le verdict du procès de Marc Stienne, objecteur de conscience insoumis à l'O.N.F. depuis septembre 1972, a été rendu le 8/2/74 à la 8e Chambre Correctionnelle de Lille : **ACQUITTEMENT.**

Le tribunal n'a pas voulu suivre les arguments de la défense s'appuyant notamment sur l'anticonstitutionnalité du décret de Brégançon, ni voulu attendre la décision du Conseil d'Etat concernant les recours formulés contre ce décret ; il a fondé sa décision sur le fait que l'ordre de route remis à Stienne le 30 août 1972, l'a été avant la parution au Journal Officiel du décret de Brégançon, à l'appui duquel a été formulé l'ordre de route. (D'après les attendus du tribunal.)

COMITE DE SOUTIEN AUX OBJECTEURS DE CONSCIENCE
51, rue de Gand - 59000 LILLE

IMPRIMEUR OU CENSEUR!

L'antimilitarisme est aujourd'hui à l'honneur dans la presse française. A la une des journaux s'étalent des articles sur l'objection de conscience où l'on tente avec plus ou moins de bonheur de clarifier le problème.

Face à toute publicité la répression frappe : un imprimeur de Lyon est poursuivi pour avoir imprimé des tracts pour le Garm (groupe d'action et de résistance à la militarisation) et le Git (groupe insoumission totale). Jusqu'ici nous n'avions vu que le cas de militants poursuivis pour la divulgation de la loi sur l'objection de conscience, pour insultes à l'armée ou atteinte au moral des troupes.

Quoi qu'on puisse penser de l'action des groupes lyonnais (tout refus de l'armée n'est qu'un choix personnel, **aucune solution** ne devant être minimisée par rapport à une autre) il semble impensable qu'on puisse poursuivre un imprimeur pour des textes qu'il n'a pas écrits !

En effet un imprimeur ne doit ni ne peut exercer de censure sur les textes qu'il est chargé d'imprimer. Le nom et l'adresse de son imprimerie doivent seulement figurer au bas du tract, de l'affiche, dans les dernières pages du livre ou du journal qu'il imprime.

C'est donc la liberté d'expression, la liberté tout court qui est menacée ici. Le silence du syndicat du livre doit laisser présumer que l'antimilitarisme n'est pas une cause noble pour le « syndicalisme de masse » !

Dans le cadre de la lutte contre l'« ennemi intérieur », le gouvernement pourrait poursuivre les imprimeurs de journaux véhiculant des idées subversives portant atteintes au moral de l'armée. La liberté d'expression (les juristes l'affirment !) existe pourtant. Chacun est libre de dire ou d'imprimer ce qu'il veut. Serait-ce donc que, malgré ses divisions, le mouvement antimilitariste commencerait à avoir une audience dans la « majorité silencieuse » ?

Les autorités publiques reprochent à un imprimeur d'imprimer des tracts antimilitaristes, ils lui reprochent de ne pas entraver la liberté d'expression ! Grossière erreur, chers représentants de l'« ordre public », tous procès pour antimilitarisme est le procès de l'armée !

Antoine LAVERDURE

informations internationales

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Comment on écarte les brebis galeuses. La « Frankfurter Rundschau » (16/1/74) donne de larges extraits (d'après le « Magazine pour l'enseignement, la Science et la Politique ») de l'interrogatoire préliminaire auquel a été soumis un candidat à un poste de professeur stagiaire à Berlin-Ouest. Il s'agit là d'une mesure parfaitement légale, instituée par le Sénat de Berlin : tout candidat à un poste de fonctionnaire doit accepter la « loi fondamentale » de la Constitution : l'appartenance à des groupes « radicaux » ou extrémistes qui se proposent de changer l'ordre établi, rend le candidat suspect d'hostilité à l'égard de la Constitution. Le devoir le plus sacré des « autorités » est donc de dépister ces brebis galeuses... surtout si elles prétendent entrer dans les carrières de l'Enseignement. C'est pourquoi le sénateur Löffler, délégué de l'Enseignement. C'est pourquoi le sénateur Löffler, délégué à l'instruction publique, interroge les candidats et sépare l'ivraie du bon grain. Le dix janvier il a protesté contre la publication de ces « interrogatoires » qui, rédigés de mémoire, sont parait-il tendancieux et incomplets. L'honorable sénateur se flatte d'avoir, le 19/11/73, interrogé durant plusieurs heures huit candidats. Les questions posées ont un caractère nettement politique et tendent à établir le « délit d'opinion », avec un mélange de fausse naïveté et de jésuitisme (je n'ai pas écrit cela, dit le candidat - Mais vous l'avez signé, riposte l'inquisiteur). Cinq des huit candidats furent évincés, convaincus d'idées subversives et d'extrémisme patent. Le sénateur Löffler a manqué sa vocation : la Gestapo, le Guépéou, les Barbouzes se seraient honorés de le compter dans leurs rangs. Berlin n'est pas une exception. Des faits semblables se sont produits en Bade-Wurtemberg et en Rhénanie et peuvent se produire dans d'autres Länder. On conçoit les facilités qu'offre une telle procédure pour se débarrasser sans bruit de tous ceux qui n'ont pas l'échine souple et l'âme servile. L'Etat liquide ainsi sans appel tous les gêneurs ou prétendus tels, sous prétexte que leurs opinions politiques ou philosophiques ne sont pas compatibles (?) avec la « loi fondamentale ». Il ne semble pas que cette violation cynique de la liberté d'opinion, ce ghetto moral où on enferme une catégorie de citoyens, aient beaucoup ému l'opinion publique. L'an dernier, l'ancien vice-président de l'Université Libre de Berlin. Uwe Wesol avait protesté contre ces mesures, les plus oppressives prises depuis l'époque du National-Socialisme et s'étonnait de l'absence de réactions dans le pays. Le pays a supporté les brutalités policières, les meurtres policiers, les chasses à l'homme (à l'extrémiste) : rien d'étonnant à ce qu'il supporte les petites saloperies de M. Löffler.

●

Chez les Jusos. Les jeunesses social-démocrates (ou Jusos) ont tenu du 25 au 27 janvier leur congrès à Munich. Il est marqué par de vives attaques contre la politique du SPD, contre le ministre de la défense nationale Leber, et aussi par de violentes discussions entre les délégués. Le dirigeant des Jusos, Roll, a été limogé et 197 délégués sur 275 ont élu une institutrice de 31 ans : Heidemarie Wieczorek-Zeul. Elle admet une collaboration avec le SPD dans la mesure où celui-ci ne s'écarte pas des principes marxistes : sinon il faudra le combattre et l'obliger à devenir un vrai parti socialiste. Elle se prononce pour la nationalisation des banques et des grandes industries, pour le retrait de l'OTAN de la République fédérale, pour le renforcement des relations avec les partis communistes d'Europe. Au total, glissement « à gauche » des Jusos, sans oublier toutefois les querelles internes qui se font jour entre une gauche et une droite (pour user des expressions consacrées).

La grève des Services Publics. Une telle grève (postes, tramways et autobus, éboueurs, etc.) est rare en Allemagne. Devant l'inflation, et la hausse des prix, les travailleurs réclamaient 15 % d'augmentation. L'Etat-patron a offert 9,5 %, puis 10 %, finalement 11 %. Le travail a repris mais l'accord doit être ratifié par un vote des ouvriers. Nous donnerons dans le n° d'avril du « Monde Libertaire » une étude d'ensemble de ce mouvement.

HOLLANDE

La crise pétrolière. (suite) Après trois semaines de distribution rationnée, les arrivages de pétrole à Rotterdam étaient tels que la distribution n'était plus nécessaire et le cabinet Den Uyl l'a remplacée par la limitation des vitesses à 100 km/h sur les autoroutes et à 80 kmh sur les routes secondaires. Ce faisant, le gouvernement a cédé à l'opposition de droite qui l'accusait d'user de méthodes socialistes (!) pour imposer les transports publics en commun : trains et autobus. Dans cette opposition, la presse a joué un rôle important : des journaux populaires tels que le **De Telegraaf** et le **Algemeen Dagblad** (édités par le consortium Unitel qui menace de devenir le Springer hollandais) poussent à l'action illégale. Les négociants d'essence parvinrent à boycotter la distribution et à vendre librement cette essence.

D'autres faits sont encore plus significatifs. Sous la pression des syndicats et des organisations de consommateurs, le gouvernement a dû prendre des mesures pour freiner la montée des prix. Un blocage des prix devenait nécessaire, les petits commerçants pouvant jouir d'exceptions. En même temps le SMIG pour les jeunes était introduit dans les magasins. Les conservateurs inciteraient donc les petits commerçants à réclamer l'abolition de ce blocage pour tous les magasins... donc aussi pour les grands bazars ! Les commerçants menaçaient de ne payer la T.V.A. qu'à la dernière sommation et de saboter, à coups d'appels téléphoniques, les services du Ministère de l'Economie. La droite utilisait ainsi le mécontentement des petits commerçants - victimes de la concurrence des grands magasins - pour défendre les intérêts de ces derniers ; elle s'assure en même temps une clientèle pour les élections prochaines et, peut-être même, comme au Chili, des hommes de main pour saboter les organisations socialistes. Le gouvernement doit faire des concessions, car la force de droite n'est pas contre-balancée par les organisations ouvrières qui dénoncent les augmentations de prix comme un moyen supplémentaire d'exploitation. Les syndicats en Hollande se taisent et il n'existe pas, comme en Belgique, des organisations de base qui peuvent les remplacer et par conséquent viser à remplacer la société existante. Le parti social-démocrate a assez de travail à maintenir l'ordre dans ses propres rangs...

Jan Bervoets

●

Engagez-vous dans la marine ! Le 8 février, on a donné lecture, à la Seconde Chambre de l'Assemblée hollandaise, d'un bulletin du Comité de Défense du parti social-démocrate PvdA, comité auquel participe l'Union des Conscrits qui mène la lutte pour améliorer les conditions de vie des soldats. Ce bulletin intitulé **Table rase dans la Marine** relate la plainte d'un ex-soldat de la Marine qui pour insubordination a été - au cours d'un « interrogatoire » - torturé par son commandant. Plainte d'un autre marin à qui le même commandant a cassé le nez : le marin avait protesté contre un ordre arbitraire du supérieur. Le bulletin fait état d'exercices imitant « la situation de guerre ». On y traite avec réalisme des prisonniers de guerre supposés. Les marins interrogent leurs propres camarades avec accompagnement de sévices et de tortures telle que pendaison par les pieds, ensevelissement dans la terre jusqu'au cou. Les interrogateurs sont avisés « qu'ils peuvent faire avec les prisonniers ce qu'ils veulent ». Naturellement ces tortures s'appliquent à ceux qui ne savent pas s'adapter à l'esprit de corps, au moral de la troupe. Comme les marins ont pour mission de protéger non seulement la Hollande, mais la Guyane hollandaise et les Antilles, ils doivent avoir une mentalité raciste à l'égard des peuples de la colonie.

BELGIQUE

- ELECTIONS.

Le gouvernement Leburton est tombé le 19 janvier après une période de crises qui lui furent fatales. Dans un premier temps l'affaire IBRAMCO (ne concernant qu'une partie des ministres belges et une minorité de la population) aura suffi à faire éclater le gouvernement. En effet, Téhéran annonçait - début janvier - qu'il abandonnait le projet IBRAMCO : création dans la province de Liège d'une raffinerie belgo-iranienne au rendement très important (capacité de 6 millions de tonnes). Ce refus a entraîné la fin de la coalition formée de socialistes, sociaux-chrétiens et libéraux. IBRAMCO fut un échec à cause de certaines querelles linguistiques, de réticences des ministres libéraux... hostiles à une collaboration de l'Etat dans une telle entreprise. En réalité cette « affaire » ressemble à une querelle personnelle entre les membres du gouvernement qui voulaient chacun leur part du gâteau. Un scandale de plus.

Mais ces élections anticipées en sont un aussi pour d'autres motifs. Le pays se trouve découpé en fiefs capitalistes, la politique de régionalisation de même que les réformes sociales ne sont nulle part et les scandales financiers (affaire Dubois, affaire R.T.T....) ont marqué profondément la politique belge. Le plan V.D.B., avec les crises qu'il a provoquées, est un élément de plus qui vient se greffer aux causes de la chute gouvernementale. Le parlementarisme international subit de nombreux assauts... et peut-être verra-t-on un nouveau mois de MAI en 1975 (en mieux).

Bien entendu il y aura un nouveau gouvernement et les alliances politiques changeront aussi. Un regroupement de la gauche a tendance à se réaliser... selon les intérêts du moment : ce regroupement se marque surtout en Wallonie et plus particulièrement dans le borinage sous l'impulsion du communiste Noël (les vieux militants savent de quoi est capable ce salaud) ; le parti wallon des travailleurs et le P.C.B. (parti communiste belge) ont participé ensemble aux élections de 1965... Le parti socialiste, le M.O.C. (mouvement ouvrier chrétien), union démocratique et progressiste (fondée par le coco Noël) et le M.P.W. (mouvement populaire wallon) aimeraient créer un « rassemblement des progressistes » afin d'arriver à une majorité de gauche capable de se débarrasser de certains partis politiques. Le jeu des alliances va bon train et les combinaisons sont multiples.

Le gouvernement changera donc pour faire place à un autre qui continuera l'œuvre imbécile du prédécesseur : TOUS LES GOUVERNEMENTS SE VALENT. Le travailleur sera toujours exploité et le peuple soumis lèchera les bottes de ses nouveaux maîtres. Les hommes politiques seront encore à la solde de la F.E.B. (Fédération des Entreprises Belges) fidèle servante « du frère américain ».

La lutte des anarchistes doit dépasser le jeu de la politique traditionnelle. Des comités luttant contre l'électoralisme permettront de diffuser nos idées et dénonceront cette insécurité qui est le propre de nos systèmes. Profitons de cette crise (le parti socialiste belge est en perte de vitesse et les syndicats conventionnels sont de plus en plus refusés par les travailleurs) pour affirmer nos positions et bousculer l'ordre établi. Il faut liquider l'électoralisme qui fait de l'homme un esclave se croyant maître de son destin.

Alain DUVEAU

LE PROCES MARINI

○

Le 28 Février s'ouvre à Salerne le procès de l'anarchiste Giovanni Marini accusé de « meurtre avec préméditation » pour s'être défendu lors d'une agression de fachos armés.

L'agression fasciste ayant échoué le 12 juillet 72, l'Etat et ses argousins emploieront les moyens les plus abjects pour éliminer ce témoin gênant du « massacre d'Etat ».

Pendant 19 mois de détention Marini sera l'objet de brimades, sévices et 14 transferts.

Et le 28 Février, Marini malade à demi-aveugle sera au banc des accusés.

Le procès durera jusqu'au 15 Mars, mais quand on sait comment ce genre d'affaire est escamoté par une justice servile qui semble attendre la venue d'un nouveau Mussolini, on a tout lieu de penser que la lumière ne sera pas faite avant longtemps.

Des manifestations de soutien sont prévues dans toute l'ITALIE et un peu partout dans le monde.

Tous les libertaires, les démocrates épris de justice et de liberté doivent être prêts à manifester leur solidarité au camarade GIOVANNI MARINI.

Relations Internationales

○

NECROLOGIE

Lucie DUVAL nous a quittés

Notre vieille camarade, particulièrement active dans les milieux de la Libre Pensée et du néo-malthusianisme vient de décéder dans sa 87e année.

Malgré ce grand âge, qui avait nécessité son hospitalisation, elle n'avait rien perdu de sa lucidité. Ainsi, avant qu'elle nous quitte, nous lui avions rendu visite et nous avions pu apprécier sa mémoire sans faille, notamment au sujet de Louise Michel qu'elle avait vue dans une de ses tournées de conférences.

Suivant ses dernières volontés notre camarade a été incinérée.

Que son exemple nous aide à réaliser ce qu'elle a souhaité sa vie durant !

Groupe Libertaire Jules Durand

A Carrare

Les années ont passé, le tumulte s'est éloigné, des hommes, qui avaient rempli la « une » des quotidiens de l'époque, ont disparu, noyés dans ce flot qui emporte les vélléitaires qui, comme les papillons, ne durent qu'une saison. Mais Carrare immuable est toujours là, témoin de la vie des petites gens, comme des événements historiques. La ville grimpe en grappe vers le sommet de la montagne éventrée aux flancs béants d'où le marbre dégueule, taches claires que le soleil dore !

Ce sont les mêmes rues, les mêmes places, le même marbre que j'ai décrits dans mon livre *La Révolte de la jeunesse*. Les mêmes hommes aussi, un peu plus ridés, le poil plus rare, plus gris ! Seul leur enthousiasme intact semble défier les neiges, les ans, les modes politiques. Cohn Bendit a disparu, mais les militants anarchistes italiens qui nous accueillirent il y a cinq ans sont toujours là.

Des lieux semblent prédestinés ! Et c'est dans ce même petit théâtre désuet et charmant, où fut jeté les bases de l'Internationale des Fédérations anarchistes que nos camarades Italiens placés devant une situation grave tiennent leur congrès.

La Fédération anarchiste italienne a beaucoup de points communs avec la Fédération anarchiste française. D'abord une histoire où souvent les noms des militants se recoupent et les idées théoriques se rejoignent. L'origine latine de nos deux peuples ? Certainement ! Mais également interpénétration par-dessus les frontières de militants français et italiens, qui avec les anarchistes espagnols, troisième branche de ce rameau méditerranéen, franchirent tant de fois les bornes arbitrairement dressées par les Etats, poursuivis par les polices et à la recherche d'un refuge momentané, ou encore poussés par les nécessités de confrontations, à la fois fraternelles et passionnées.

Cependant les structures de nos organisations anarchistes sont différentes. L'Italie est par excellence le pays où l'histoire résiste le plus âprement à une centralisation qui n'a pas pu effacer les frontières dressées au Moyen Age par une poussière de potentats que le pape a dominés pendant des siècles. Et si, à cette géographie historique et politique, on ajoute une économie disparate qui se développe sans aucune logique nationale et seulement sous l'impulsion des intérêts capitalistes, on comprend tout de suite que les luttes dans les plaines du Pô, en Ombrie ou à l'extrémité de la Calabre nécessitent chacune des structures appropriées.

○

Cette Italie anarchiste, qui s'apprêtait à tenir un congrès national à Carrare qui n'aurait pas le retentissement du congrès international de 1968, mais dont les répercussions seront plus durables, reste pour nous la terre de Malatesta où Bakounine trouva un refuge pour abriter ses dernières années.

Les problèmes que nos camarades Italiens allaient devoir résoudre, nous les connaissons bien ! Ce sont les nôtres ! Problèmes vieux comme le mouvement anarchiste et que nous avions essayé de régler au cours de notre dernier congrès. Il s'agissait d'élaborer des structures qui permettent la coordination des efforts de tous en garantissant la liberté de chacun, et cela dans un contexte qui aujourd'hui en Italie est confus.

Chacun avait bien en tête un schéma de l'Italie politique, dominé par la lutte sans merci que se livrent une droite et une gauche qui constituent chacune un fatras de partis de plus ou moins d'importance, mais qui font l'appoint, ce qui les oblige à des unions contre nature provoquant crise sur crise. En face de ce chaos politique, un patronat de combat qui se veut moderne, technique, voire technocratique, et qui ne cache pas son mépris pour les joutes politiques. Enfin en marge, une extrême-droite fasciste comme une extrême-gauche gauchiste, aux contours mal définis qui se battent ou se mêlent, qui s'interpénètrent dans des groupes terroristes qui firent parler d'eux ces dernières années, et où le meilleur voisinait avec le pire sans qu'il soit possible à l'observateur de les démêler. Exaltation, folklore, indigence mentale, manoeuvre politique, etc. Bien savant celui qui pourrait définir ces groupes que nous avons également connus chez nous et dont la seule vision idéologique semble d'être contre !

○

La Fédération anarchiste italienne devra prendre ses distances à l'égard de ce milieu dont la santé mentale n'est pas au beau fixe, mais elle devra également repousser ces éléments douteux, car ils sont des terrains d'élection pour la flicaille, le fascisme et même les partis politiques pour qui la pratique de l'intoxication est devenue une seconde nature.

Et chacun d'entre nous participant au congrès a présent à l'esprit la dure bataille qui se livre dans le pays, sur le front social comme la volonté du pouvoir de « choisir ses coupables » dans les milieux anarchistes et sans reculer devant les techniques de provocation qui ont fait leurs preuves.

Pinelli, notre camarade fut suicidé par des flics dont un au moins, suivant la prévision que je faisais à cette époque dans *la Rue* a payé la facture de son crime, Valpréda, élément instable qui naviguait entre ces petits groupes suspects dont je parlais plus haut, a fait de nombreuses années de prison, notre camarade Marini, dont le dernier numéro de notre journal a longuement parlé, est tombé dans un guet-apens. Il risque sa liberté et peut-être plus si nous ne sommes pas vigilants. C'est une situation qui donne à réfléchir.

Et c'est devant cette situation dramatique que les militants anarchistes devaient définir à la fois la liberté des militants et les nécessités de l'organisation. Le choix était difficile !

En Italie comme partout ailleurs, les séquelles des mouvements de Mai 68 se font sentir ! La révolte des étudiants a encombré les Fédérations anarchistes, ou plutôt a placé dans le voisinage de ces Fédérations des personnages déclassés politiquement, qui se réclament à la fois d'un centralisme de caractère marxiste, et d'une morale « libertaire » adoptant des méthodes qui relèvent du fascisme et qui justifient au nom de l'anarchie les pires dérèglements. Et comme nous, nos amis italiens ont eu à subir les agissements de ces personnages qui empruntent leur raison sociale aux lettres de l'alphabet et qui considèrent le cul, la bombe, Marx, comme les merveilles du monde. Cependant il existait en Italie, à côté de ces éléments marginaux rassemblés sous trois lettres, l'O.R.A., d'autres groupes anarchistes, qu'il ne faut pas confondre avec les précédents, qui pratiquaient l'action directe en marge de la Fédération italienne, qui se réclamaient de Bakounine et qui, comme moi d'ailleurs, pense que c'est l'homme et non le groupe qui est le commun dénominateur de l'action anarchiste. Le congrès a résolu son problème en rejetant les premiers camouflés derrière la fameuse « plate-forme d'Archinov » et en s'unissant aux seconds qui reprennent une vieille tradition libertaire Italienne de lutte révolutionnaire dont Malatesta et Bakounine furent les promoteurs.

Cette solution heureuse, dont notre prochain congrès dans quelques mois serait sage de s'inspirer, est due à la maturité des participants à ce congrès qui fera date pour l'historien. Et les militants étrangers qui, comme moi, y assistaient ont été frappés par l'extraordinaire maturité des délégués, par la clarté et la mesure qui présidaient aux interventions, par la culture générale qui se dégageait de cette salle où le caractère différent des délégués des provinces lointaines mettait la note de pittoresque sans laquelle un congrès anarchiste ne serait jamais un congrès anarchiste.

Mais cette situation qui est celle de nos camarades italiens est également la nôtre et nous la retrouvons avec plus ou moins d'intensité dans tous les pays d'Europe où le mouvement anarchiste organisé offre une certaine consistance, avec toutefois cette différence qu'en Italie, comme en Espagne, la répression est plus tragique que dans notre pays, tout au moins pour l'instant !

Et c'est parce qu'ils avaient conscience que le danger qui menaçait le mouvement anarchiste italien, menaçait également de jeter la confusion dans le mouvement international anarchiste que nos camarades avaient invité à Carrare les deux organisations soeurs, la Fédération anarchiste espagnole et la Fédération anarchiste française. Et en dehors des travaux du congrès, de nombreuses réunions se sont tenues et ont examiné l'état de santé de l'Internationale des Fédérations anarchistes.

Ainsi que je l'avais souligné, en conclusion au chapitre que j'avais consacré à Carrare dans mon livre *la Révolte de la jeunesse* et où j'écrivais : « De ces débats houleux, et malgré cette kermesse un peu folle, il sortira une Internationale encore vacillante, mais qui aura le mérite d'exister. »

Les premiers pas de l'Internationale des Fédérations anarchistes furent difficiles. Encombrée par des éléments malsains que la grande fête de 1968 avait propulsés à Carrare et qui n'avaient rien de commun avec l'anarchie, l'organisation n'a pas pu trouver cet équilibre indispensable aux organismes internationaux toujours fragiles et écartelés entre les us et coutumes et l'histoire des pays représentés. On se souvient de la difficulté des participants à trouver des structures qui recueillent l'unanimité. Ces difficultés existent encore, mais il s'agit de problèmes classiques auxquels nos congrès nationaux donneront, c'est certain, une réponse satisfaisante. Mais les problèmes de l'Internationale se trouvaient autre part. Les militants réunis à Carrare se sont surtout attachés à définir et à protéger au sein de l'Organisation internationale les particularités théoriques ou de propagandes qui font la richesse du Mouvement anarchiste et c'est très fermement, qu'après avoir constaté la politique équivoque de certaines personnalités se réclamant du marxisme d'opposition et en relation avec le Mouvement libertaire, jouant ouvertement la division des anarchistes et favorisant, exploitant tous ceux qui ont comme dessein la liquidation du mouvement traditionnel (suivez mon regard) de façon à le détourner vers le courant marxiste gauchiste, que les délégués internationaux ont décidé de demander à leur congrès nationaux de travailler à fortifier.

« L'Internationale des Fédérations anarchistes, lieu de rassemblement de tous les anarchistes, mais rien que les anarchistes, à l'exclusion de tous les politiciens adeptes du centralisme marxiste.»

Ce congrès de Carrare organisé par la Fédération anarchiste italienne fut un grand congrès, un congrès de rassemblement et de clarification. Nous avons maintenant une base de départ. Et les congrès nationaux, qui sont seuls habilités pourront finir d'élaborer de façon à donner à cette Internationale encore vacillante, les éléments de son efficacité.

La voie est ouverte, les aventuriers du marxisme accommodé à la sauce libertaire renvoyés dans leur famille d'origine. Nous reviendrons un jour au pied de la montagne d'où depuis des millénaires on extrait un marbre qui a de commun avec l'anarchie, la beauté, la solidité, les facettes multiples, pour constater avec nos camarades italiens la pérennité de notre espoir libertaire.

Maurice JOYEUX

cinéma

NADA

D'habitude dans nos milieux, on attend la sortie des films de Claude Chabrol avec la même impatience que celle qui nous étreint avant la parution d'un livre de Georges Marchais ou un discours de Debré, c'est-à-dire que pour parler franchement, on s'en fout. Cette fois pourtant, le sujet traité méritait notre intérêt car Chabrol mettait en scène des personnages qu'il qualifie tantôt d'anarchistes, tantôt de nihilistes ou d'extrémistes, il ne le sait pas encore bien lui-même. Si l'on ajoute à cela les quelques déclarations qu'il a pu faire notamment à la télévision où il déclarait détester l'autorité dans sa forme étatique, il y avait de quoi retenir notre attention.

Ce film raconte donc l'histoire d'un groupe d'« anarchistes », le groupe NADA. En espagnol NADA veut dire RIEN. On pourrait déjà féliciter Chabrol sur le choix du titre de son film car en effet celui-ci ne vaut rien : qu'on en juge !

Voyons d'abord de quoi se compose ce groupe. D'abord d'une fille, petite bourgeoise qui joue les intellectuelles et qui se définit elle-même comme « pas grand-chose de plus qu'une petite putain » entretenue jusqu'alors. On ne sait pas très bien ce qu'elle pense, elle non plus d'ailleurs et on ne le saura jamais. On la verra soigner des petits lapins et ordonner au « chef » du groupe qui lui dit « vous » quand il lui parle, de venir lui faire l'amour un soir dans sa chambre. Ensuite un garçon de café marié à une folle. Ce qu'il pense et ce qui l'amène dans ce groupe restera pour toujours un mystère. On sait seulement qu'il hésitait entre tuer sa femme et attaquer une station-service (?). On le voit, la folie de sa femme a quelque peu déteint sur lui. Tout cela n'est guère sérieux et ça ne va pas en s'arrangeant. On trouve ensuite un jeune garçon ivrogne qui fait parfois des rêves pornos et qui le dit. Il passe son temps à dormir (il faut sûrement supposer qu'il cuve son vin) et lorsqu'il ouvre la bouche, c'est pour gueuler des choses incompréhensibles. On arrive à saisir toutefois qu'il est politiquement sous-développé et, vers la fin du film lorsque, cerné par les gardes mobiles qui se servent de leurs armes, il va chercher une voiture pour essayer de fuir, on le verra revenir dans la maison chercher une bouteille d'alcool. C'est grotesque ! Dans le rôle d'un professeur, on trouve Michel Duchaussoy qui, le moins qu'on puisse dire, ne semble pas lui non plus très équilibré. Il semblerait d'ailleurs que le dialoguiste ne se soit pas soucié de sa présence dans le film car on le verra la plupart du temps pousser des cris hystériques. Il prétend être « communiste libertaire » mais rien ne le laisse supposer. Il n'appartient à aucune organisation, il gifle ses collègues, apportant ainsi beaucoup de crédits à sa cause et il menace les passants qui le gênent avec son couteau. C'est là une politique courante chez les communistes libertaires comme chacun le sait. Jusque-là donc, il apparaît que sans être un adepte des méthodes soviétiques, la place de ces gens-là soit l'asile d'aliénés. Mais ce n'est pas fini ! Au-dessus de tout cela on trouve deux personnages qui apparaissent comme les « têtes pensantes » du groupe. Tout d'abord, un ancien de la résistance communiste en Algérie avec le F.L.N., marxiste-mahométan, sorte de baroudeur professionnel qui a fait la tournée des pays où « ça bouge ». C'est un dur qui travaille sérieusement et on ne saura pas non plus ce qui l'a poussé à agir avec de tels minables sinon son amitié pour le dernier de ces personnages, un espagnol du nom de Bonaventura Diaz. Celui-là, c'est l'anarchiste (il s'habille en noir et il est mal rasé) et c'est un théoricien (quand la police perquisitionnera chez lui, elle trouvera en tout et pour tout une brochure anarchiste, **Noir et Rouge** *ce qui au passage est plutôt infecte vis-à-vis des gens qui publiaient cette brochure et qui n'étaient pas des imbéciles). C'est donc lui le plus acharné et comme il est anarchiste c'est bien sûr lui qui tuera l'ambassadeur que le groupe a enlevé. C'est aussi lui qui tirera la leçon de l'expérience qu'il aura vécue et le dialogue vaudra alors son pesant de bananes. C'est délirant, c'est bête, c'est ridicule, c'est encore une fois grotesque !*

○

Mais, si les personnages font sourire, l'histoire elle-même est une ânerie et sa réalisation est truffée de fautes de détail sur lesquelles la critique de gauche a généralement passé l'éponge pour ne voir que ce qui l'intéresse, c'est-à-dire le service que Chabrol lui rend en présentant de façon abjecte des individus avec lesquels on ne manquera pas de nous amalgamer et cela Chabrol le sait.

Ce groupe NADA a décidé d'enlever l'ambassadeur des Etats-Unis en France. Pourquoi ? On ne le saura véritablement jamais non plus. C'est comme ça ! L'ivrogne souhaite devenir riche, quant aux autres il faut sans doute supposer qu'il s'agit pour eux d'un acte politique qui fera chanceler la société dans laquelle ils évoluent mais tout cela est plutôt flou. Ce qui est clair par contre, c'est que Chabrol a réalisé là le film le plus ordurier qui soit en présentant des « révolutionnaires » tarés qui sont tout ce qu'on voudra sauf des révolutionnaires. Cela ne serait pas trop grave si Chabrol ne les qualifiait pas d'« anarchistes » car lorsque des gens volent ou tuent, ça ne peut être que cela. Les réalisations des libertaires en Espagne ou ailleurs, leur rôle dans le mouvement syndical, ce sont là des choses qui, pour la bourgeoisie comme pour la gauche, n'ont pas existé ou sur lesquelles elles crachent avec dégoût. Si l'histoire a mis en avant de ces « anarchistes » pilleurs de banques qui n'étaient que des bandits, cela ne suffit pas à expliquer cette persistance à présenter comme « anars » des énervés qui puisent leurs théories dans les bouteilles d'alcool. Si les quotidiens et hebdomadaires de gauche ont unanimement applaudi à la projection de NADA, ce n'est pas pour rien !

Ce film est abject et rien, à notre avis, n'échappe à la critique. Les dialogues sont idiots. Les séquences qui mettent en scène les gens du gouvernement et les représentants de la police sont délirantes. Chabrol use de tous les clichés, aucune des âneries habituelles sur ce sujet ne nous est épargné. C'est mauvais, c'est lamentable !

Sur le strict plan cinématographique, NADA est dans la lignée des autres films de Chabrol qu'on savait être une nullité. Quand il nous montrait le monde de la bourgeoisie auquel il appartient, Chabrol le faisait comme un sagouin mais on l'excusait volontiers car il n'est pas le seul. Sur le plan des idées, on pouvait penser qu'il était jusque-là inattaquable car tout laissait présumer qu'il n'en avait pas. Mais erreur, il en a ! (des idées !) Et l'on sait maintenant avec NADA que Chabrol est une crapule.

Comme pour les attardés mentaux, ce film plaira aux énervés qui ont pour la plupart trop vu de westerns et qui rêvent d'exploits glorieux à la tête d'une troupe d'écervelés.

Mais heureusement pour nous, si dans son ensemble les salles de cinéma sont encombrées de ce genre de chabroleries, quelques films passent actuellement sur les écrans, films qui relèvent quelque peu le niveau cinématographique tombé décidément bien bas. Le meilleur de ces films est incontestablement celui de Mocky, « L'ombre d'une chance ». Il faut voir le film de Mocky car c'est autre chose que tout ce qu'on peut voir habituellement. C'est remarquable ! Remarquable aussi le film canadien de « Taureau ». Le cinéma canadien n'a produit que d'excellents films et celui-ci n'échappe pas à la règle. Enfin, on peut signaler « l'Horloger de St-Paul » avec Philippe Noiret qui est assurément le meilleur acteur du moment et le film de Louis Malle, « Lacombe Lucien » qui raconte un épisode de la dernière guerre, épisode qui s'est trop souvent répété pour nous être caché comme certains l'auraient souhaité.

Floréal MELGARC

LA RUE

N° 18

REVUE CULTURELLE ET LITTERAIRE
D'EXPRESSION ANARCHISTE

éditée par le Groupe Libertaire Louise-Michel

Numéro spécial **LE SEXE**

La philosophie et la Sexualité de J. Riveloygue
Ton corps est à toi, le sais-tu ? de F. Travelet
Le couple et ses problèmes de M. Niel
Erotisme, pornographie et anarchie de P. Chauvet
Le Ghetto de R. Bosdeveix
Les jeunes et le sexe de M. Bonin
De l'éveil sexuel au mariage de F. Agry
La sexualité et les couches sociales de F. Melgar
... et des études de M. Joyeux, S. et J. Rollin, J. Barrué, des écrits de grands auteurs...

Tous les numéros de « LA RUE » sont en vente à la Librairie Publico.
Abonnement : 4 numéros, 28 F - Abonnement de soutien et « étranger » :
4 numéros : 40 F.
Prix : 8 F l'exemplaire. Tous renseignements utiles à la Librairie Publico.

COMMUNIQUE

Chers camarades,

La commission d'Histoire et d'Edition lance un appel pressant auprès de tous les militants et sympathisants, et plus particulièrement auprès des vieux camarades afin que ceux-ci transmettent à cette commission de la documentation concernant le mouvement libertaire et anarcho-syndicaliste (période entre deux-guerres) qu'ils seraient susceptibles de détenir.

Il est bon de rappeler à cet effet que des vieux documents souvent très intéressants disparaissent généralement entre les mains de familles qui ne partagent pas toujours les idées des possesseurs de ces documents lorsque ceux-ci nous quittent.

La Commission d'Histoire et d'Edition
Pour vos envois :
M. Maurice Joyeux
24, rue Paul Albert
75018 PARIS

☆

LIBRAIRIE PUBLICO

3, rue Ternaux 75011 Paris
Tél : 805.34.08
CCP Paris 11 2 89 15
ouvert du mardi au samedi
de 13 h à 19 h

●

EL MOVIMIENTO LIBERTARIO ESPANOL

Par des militants espagnols.
Prix : 36 F

MAX STIRNER
De l'Education

- Le Faux principe de notre éducation
- Les lois de l'école (inédit)
Présenté par J. Barrué
- Et une Etude sur l'Unique et Stirner
par G. Greitag et J. Barrué
Prix : 11 F.

BAKOUNINE
par Kaminsky
Prix : 15 F.

Réédition
SYLVAIN MARECHAL
par Maurice Dommanget
Prix : 40 F

☆

SOUSCRIPTIONS

G.E. Varochal	6,00 F
Jean	13,70 F
Bonnabeau André	20,75 F
Walley	51,50 F
Jean-Louis Bonin	5,00 F
Hugues	4,85 F
Baila	17,00 F
Preiss	12,85 F
Carretier	5,00 F
Piou	10,00 F
Anonyme	4,20 F
Manger	10,00 F
Bance	20,00 F
Demasures	5,00 F
Debieu	20,00 F
Arnaud-Lagarde	3,30 F
Simon	2,60 F
Mercier	14,00 F
Carlos	101,00 F
Anonymes	13,00 F
Gr. Stirner	20,00 F
Faubert	5,00 F
Thierry	5,50 F
Olivier	5,00 F

LIVRES DU MOIS

PAR MAURICE JOYEUX

Oeuvres complètes de Bakounine

Volume l'Italie (1871-1872) Edition Champs libre

Voici enfin le premier volume de l'œuvre de Bakounine attendu par tous ceux qui désirent connaître une pensée dont l'actualité n'est mise en doute par personne.

Comme celle des autres théoriciens socialistes : ses contemporains, la vie comme la pensée du révolutionnaire suit le mouvement de son siècle qui découvre l'économie moderne du profit et le socialisme, talonne dans l'analyse puis dans la construction doctrinale, pour après bien des hésitations, des retours en arrière, fixer pour un temps dont personne ne peut déterminer les limites les propositions théoriques qu'ils nous feront.

Et dans ce sens on peut dire que l'œuvre de Bakounine est constituée par trois époques. La première est cloturée par son arrestation et sa confession. La deuxième part de son évasion de Sibérie, est marquée par le début de l'Internationale et, se clôt avec la Commune de Paris.

Enfin la dernière, illustrée avec ses démêlés avec Marx au sein de l'Internationale, verra sa retraite en Italie où il terminera une carrière de militant et d'écrivain hors série.

Une partie des textes de Bakounine qui marqueront chacune de ces périodes, est demeurée inédite, le reste est connu de façon fragmentaire, grâce surtout à l'histoire de sa vie qui a obligé ses biographes à en faire mention, ce qui était indispensable tant l'action et l'œuvre collent ensemble tout au long de cette aventure révolutionnaire. Certes, l'œuvre du militant avait déjà été éditée, chez Stock en particulier, mais il était devenu à peu près impossible de se la procurer à moins de disposer du temps nécessaire pour courir les bibliothèques.

L'éditeur qui reprend le texte préparé par Arthur Lehning pour l'international Institut Voor Social d'Amsterdam, et dont il donne d'ailleurs la préface, a pensé débuter la publication de ces œuvres complètes par les textes les moins connus. Il a eu raison, car il était urgent d'avoir sur sa table de travail toutes les nuances d'une pensée trop souvent exploitée à des fins inavouables.

La politique de l'utilisation de Bakounine et de son œuvre n'a jamais été aussi évidente que dans un petit volume de recueil de textes « Liberté » où l'on voit le préfacier et l'éditeur pieusement associés pour gagner de l'argent à partir de textes réclamés par le public, nous présenter un Bakounine héritier spirituel de Marx. La même aventure arrivera d'ailleurs à Proudhon pour son volume « Qu'est-ce que la propriété ? » paru dans une collection de poche.

Et c'est à partir de ces publications « commerciales » qu'un certain nombre de jeunes ont remis « dans le courant de pensée moderne » leur salade idéologique, en la coiffant d'un nom qui dédouanait le marxisme, lui conférait une nouvelle jeunesse et le lavait de toutes les expériences malheureuses qui l'avaient inspiré : et qui s'étaient terminées par des catastrophes dont les prolétaires avaient fait les frais.

C'est en 1866 que Bakounine débarque en Italie pour la première fois et il y noue immédiatement tout un réseau d'amitiés qui va le mettre en relation avec des personnalités de la « Jeune Italie » à la recherche de son unité et de son indépendance, mais également d'un socialisme libérateur. C'est à cette époque qu'il va prendre contact avec Mazzini, et cet ouvrage, le premier que publie l'éditeur sera seulement la somme de ses discussions théoriques avec le patriote italien. Mais pour nous faire une idée précise de ses idées au sujet de la démocratie nationaliste et religieuse dont se réclame Mazzini, il suffit de lire la phrase d'un manifeste qu'il écrivit en 1858.

« Ces soi-disant démocrates qui veulent construire l'édifice social avec les rouages pourris du vieux monde, s'ils s'imaginent que le mot république a une puissance mystérieuse pour opérer sur l'esprit des masses... »

Au lendemain de la Commune Mazzini devait attaquer violemment l'insurrection parisienne et condamner l'internationale qu'il tenait pour responsable de la révolte des Parisiens.

Bakounine riposta immédiatement par une lettre au journal bruxellois « Liberté » qui la publia sous le titre : « Réponse d'un international à Mazzini » et où il écrit : « Hier, sous nos yeux, où se sont trouvés les matérialistes et les athées ? Dans la commune de Paris ! Et les idéalistes, les croyants en Dieu ? Dans l'Assemblée nationale de Versailles ! ».

La polémique avec Mazzini est alors lancée et ce volume non seulement nous livre des textes comme des articles qui répondent aux accusations de Mazzini sur la Commune mais également une brochure « L'Internationale et Mazzini » où l'auteur justifie l'action de l'Internationalisme où on lit par exemple :

« Que les expériences des siècles passés aussi bien que tous les faits présents ont dû suffisamment convaincre les masses ouvrières qu'elles ne peuvent et ne doivent attendre aucune amélioration sociale de leur sort de la générosité ni même de la justice des classes priviligiées. Qu'il n'y aura jamais de classe juste, la justice ne pouvant exister que dans l'égalité, et l'égalité entraînant nécessairement l'abolition des privilèges et des classes... »

○

Enfin on trouvera dans ce livre « la théologie politique de Mazzini, avec des articles de Bakounine, des réponses ainsi que d'innombrables « variantes et fragments » écrits de première main, pas encore retouchés pour être coulés dans un ensemble littéraire, et que leur caractère spontané rend précieux.

Faut-il émettre un jugement à l'instant où l'on tourne les dernières pages de ce livre et qu'on lit des lignes qui sont parmi les dernières qu'ait écrites Bakounine ? Il suffit, en attendant d'avoir toute l'œuvre à notre disposition, de dire que comme pour Proudhon, Marx ou d'autres, bien des pages ont vieilli bien des affirmations sont à revoir, mais que la trame possède un tel souffle qu'elle servira de base à toutes les aspirations libertaires.

Deux mots pour souligner encore que cette édition, soigneusement anotée, précédée d'avertissements clairs, qui en rendent la lecture facile, mérite de se trouver dans toutes les bibliothèques des militants libertaires et des autres.

○

L'Amérique et ses nouveaux mandarins

de Noam Chomsky Edition du Seuil

« Quant à moi il me semble que la réapparition récente de la pensée anarchiste dans la « nouvelle gauche » et les tentatives pour appliquer cette pensée sont les signes d'une évolution riche de promesses. ».

Ce livre rassemble un certain nombre d'essais qui ont tous comme facteur commun l'homme aux prises avec une administration dominée par les techniques qui sont devenues des technocraties inhumaines aux facteurs humains.

L'auteur nous montre ces nouveaux mandarins transformés en conseils spéciaux ou personnels qui pèsent sur la vie politique et économique américaine. Ce qu'il met en accusation ce sont les intellectuels devenus techniciens, puis technocrates. Puis il nous démontre que l'attitude des intellectuels de gauche n'a rien à envier à celle des intellectuels de droite. Il peut alors introduire un parallèle entre l'élitisme léniniste dont Rosa Luxembourg avait prévu les méfaits, et cette élite libérale ; chacune aboutissant à la construction d'une bureaucratie qui affirmerait sa dictature à partir de la connaissance supposée des problèmes.

L'auteur prend deux exemples de cette bureaucratisation de la société. Le premier c'est la guerre du Vietnam où, nous dit-il, pour éveiller l'opinion publique il a fallu la preuve que cette guerre ne valait pas le prix qu'on la payait. Le second c'est la guerre d'Espagne où il rend un compte exact des efforts de la C.N.T pour développer les collectivités en Aragon et où il nous fait sentir l'égoïsme de la bourgeoisie libérale américaine dont la politique hypocrite consista sous le masque du libéralisme à contribuer à la liquidation de l'Espagne républicaine. Et notre auteur, dont les accents rappellent souvent ceux d'Albert Camus, conclut par cette interrogation pertinente :

« Comment se fait-il qu'un intellectuel libéral puisse être ardemment convaincu des vertus d'un système politique qui impose tous les quatre ans une nouvelle période de dictature ? »

Ce livre qui nous renseigne sur l'évolution de la pensée aux Etats Unis sera un guide utile pour tous ceux qui désirent comprendre le sens des rébellions qui secouent périodiquement la société américaine.

○

collections populaires

Les Incertains de G.E.Clancier (L.P.) l'auteur est un de ces écrivains qui sans tapage littéraire ou mondain poursuit une œuvre de romancier et d'essayiste qui marquera notre temps. Ceux qui ont lu la série « le pain noir » dont j'ai parlé en son temps ne manqueront pas de se procurer *les Incertains* qui est une étude solide de ce que l'auteur appelle « la déraison du cœur ».

Le Diable d'Alfred Neumann (B.P.) Voici le chef-d'œuvre du grand écrivain allemand il s'agit non seulement d'une reconstitution minutieuse de la société à la fin du Moyen Age, mais également de portraits dont celui d'Olivier le Dain, de Louis XI, des bourgeois, des seigneurs, et du peuple de l'époque, qui est passionnante.

La Grève d'Isabel Alvarez de Toledo (L.P.) Dans ce roman la duchesse rouge ennemie irréconcilliable de Franco, nous conte à sa manière une grève des ouvrières agricoles. Au fil des pages on voit défiler tout le petit monde du travail avec son pittoresque et le monde corrompu de la classe dominante. Un livre haut en couleurs que j'ai lu d'un seul jet.

Un diamant gros comme le Ritz de Scott Fitzgerald (L.P.) Ceux de ma génération, qui ont à vingt ans dévoré la littérature néo-réaliste américaine, liront ce livre avec une certaine mélancolie. C'est l'art du jazz, la folle turbulence d'une jeunesse intellectuelle qui sort de la première guerre mondiale, c'est une peinture de la société américaine qui est devenue un cliché.

●

L'Ouvrier de la nuit de Bernard Clavel (L.P.) On pourrait écrire de Bernard Clavel ce que j'écrivais plus haut de Clancier. Ce livre est le premier roman de l'auteur et il me semble le revoir à cette époque balançant entre la peinture pour laquelle il avait un réel talent et la littérature. Ce premier livre court, concis, ramassé, conférera à l'auteur une « manière » littéraire qui lui a donné des milliers de lecteurs et fait grimacer les imbéciles.

La Ferme de John Updike (L.P.) Voci un livre délicieux qui nous peint une Amérique que généralement on ignore. Il s'agit de gens modestes et d'une ferme dans la campagne. Rien je vous dis. Mais je n'ai jamais mieux compris qu'en lisant ce livre qu'on pouvait faire de rien un grand livre. Une seule condition : avoir le talent de l'auteur.

le projet de réforme de l'enseignement secondaire ou la poudre aux yeux

Si le projet de réforme de l'enseignement secondaire élaboré par M. Fontanet est voté par le Parlement, la loi entrera en application à la rentrée 1974 pour les classes de 6e et de seconde, et les lycéens passeront le bac nouveau régime en 1978.

Alors à la prochaine rentrée, on verra sans les C.E.G., les C.E.S. et les lycées un vaste remue-ménage ; les circulaires pleuvront ; professeurs et élèves mettront des mois à les interpréter ; l'application de la nouvelle loi se fera, une fois de plus, dans la tension et la pagaille ; puis, la fièvre tombée, tout redeviendra comme avant, à moins que ce ne soit pire...

Le nouveau projet, en effet, donne l'impression de bouleverser les structures et les méthodes de l'enseignement secondaire. En réalité, il ne change que très peu de choses, mais il tend à consolider le système social actuel. Essayons d'abord d'en dégager les principes sous-jacents ; il s'agit :

– au niveau du Supérieur, de *sélectionner* de façon plus rigoureuse les futures « élites » de la société capitaliste et technocratique, donc de passer au crible les jeunes gens qui voudront entrer dans le Supérieur (40 % des étudiants doivent en ce moment abandonner leurs études universitaires avant leur terme ; en 1973, se sont présentés 70 000 candidats au C.A.P.E.S. et à l'agrégation, pour 9 000 postes à pourvoir). ;

– *d'accentuer la ségrégation* entre ceux qui détiendront les postes d'initiative et de commandement et ceux qui n'auront que les tâches d'exécution ; donc d'élever une barrière entre les étudiants des universités et des grandes Ecoles et les élèves de l'enseignement technique et professionnel ;

– de *professionaliser* à outrance l'enseignement : la profession future devra être le seul objectif des élèves et des étudiants ; la culture générale, la formation à l'esprit critique et démocratique sont laissées délibérément de côté (nos ministres ayant cru naïvement que la crise de Mai 68 provenait de la difficulté rencontrée par les étudiants pour trouver un emploi au terme de leurs études universitaires ; c'est donc pour éviter une nouvelle explosion que la réforme a été centrée sur la profession et sur la sélection) ;

– de mettre l'école et l'Université au service du patronat et des « plans » économiques gouvernementaux (ce qui revient au même !) ;

– de renforcer la volonté de puissance individuelle et l'égoïsme sacré : chacun devra travailler pour soi, pour « arriver », et cela aux dépens de l'esprit d'équipe et de la mentalité solidaire ; chacun devra lutter âprement pour avoir le « profil requis » par les autorités et le patronat (l'expression est de M. Fontanet (1), sans lequel on ne saurait se présenter à l'université.

Evidemment, ces intentions plus ou moins machiavéliques ne sont pas clairement exprimées dans le texte du projet. Mieux, elles sont adroitement camouflées. Les auteurs de la réforme, en effet, n'ont pas trouvé mieux que *d'ouvrir le système au niveau du secondaire et de le fermer au niveau du supérieur*, selon l'excellente expression d'Alain Touraine (2) ; ce qui revient *à faire semblant de démocratiser le secondaire pour mieux sélectionner ensuite les étudiants à l'entrée de l'université.*

Ainsi, on jette de la poudre aux yeux des enseignants, des lycéens et des parents ; on embarque en masse les jeunes à la conquête du bachot ; tout en sachant que la plupart d'entre eux seront jetés par-dessus bord au cours de leurs études ; tout en sachant que le bachot lui-même n'ouvrira les portes de l'université qu'à une minorité soigneusement sélectionnée, le reste du troupeau allant grossir les rangs des travailleurs sans qualification.

Pour être plus précis, rappelons brièvement les principaux points du projet, et commençons par la poudre aux yeux démocratique :

– dans les C.E.S. n'enseigneront plus qu'*un seul corps de professeurs* (ceux-ci, bivalents, c'est-à-dire enseignant dans deux disciplines, auront la même formation, le même statut, le même salaire) ;

– on supprimera le redoublement ; la pédagogie se fera par *groupe de niveau ;* ceux qui auront éprouvé des difficultés à suivre pourront bénéficier d'une année de consolidation à la fin de la 3e, ce qui est notoirement insuffisant pour ceux qui auront perdu pied dès la 6e et qu'il aurait fallu soutenir tout au long des études ;

– les programmes seront allégés ;

– *les sections de bac* seront réduites de onze à cinq ; elles seront à trois dominantes : littéraire, scientifique, économique - les autres enseignements de base seront assurés et les élèves pourront opter pour les autres matières ;

– *L'orientation* vers ces sections aura lieu à la fin de la seconde (au lieu de la 3e actuellement) ; ce qui représente un progrès.

Apparemment, l'enseignement secondaire sera libéralisé et démocratisé ; mais il y a le revers de la médaille ! *Tous les enfants entrant en 6e ne parviendront pas aux sections terminales.* Les élèves les plus faibles (25 % environ, issus en grande partie de milieux populaires) seront orientés dès la fin de la 5e en direction du C.A.P. des classes professionnelles et préparatoires à l'apprentissage : on s'aperçoit alors que le projet Fontanet est lié à la loi Royer : la qualification professionnelle ne se fera plus à l'école, elle sera assurée par les patrons, dans les entreprises où les apprentis, plus ou moins exploités, seront coupés de la culture générale.

A la fin de la 3e, un autre palier d'orientation conduira les élèves, soit vers l'enseignement général long (pour préparer un des cinq bacs), soit vers l'enseignement technique long (pour préparer un des deux bacs techniques prévus), soit encore vers l'enseignement technique court (B.E.P.)

Autrement dit, sélectionnés déjà à deux paliers, la moitié environ des enfants entrés en 6e parviendront en classe de bachot ; le quart à peine entrera à l'université. Parmi les exclus, les enfants des travailleurs immigrés et des familles populaires, handicapés par leurs lacunes d'origine sociale qui n'auront pas été comblées par un enseignement progressif adapté. La plupart d'entre eux finiront dans les classes dépotoirs de préapprentissage et formeront le corps de robots dont auront besoin les industriels.

Quant aux bacheliers, seuls ceux qui auront obtenu une note allant de 12 à 15 dans les matières dominantes pourront entrer dans l'enseignement supérieur, tandis que les recalés seront rendus à la vie active (après un an de formation professionnelle s'ils le désirent).

La carrière de chaque enfant étant liée aux notes du bachot dans les matières dominantes, il est certain qu'on se livrera, dans le secondaire, à un bachotage intense aux dépens des matières secondaires et des matières à option, c'est-à-dire aux dépens de la culture générale et artistique.

Alors que les études docimologiques ont prouvé que dans les examens, les notes ne représentaient que rarement la valeur réelle du candidat, l'avenir de nos enfants dépendra plus encore que dans le système actuel, des hasards d'une notation et d'un examen !

Les profils exigés pour entrer dans le supérieur (notes de 12 à 15 au bachot dans les matières dominantes) ne seront pas partout les mêmes ; il y aura des universités « fortes » où la note 15 sera exigée, et des universités « faibles » où l'on se contentera de 12 ; seules les premières, avec les grandes Ecoles - fiefs de la bourgeoisie - donneront droit aux situations de prestige.

Concurrence entre universités, concurrence entre individus aux lycées, à l'université, demain dans l'entreprise, cloisonnement entre les écoles élémentaires, le 1er cycle et le 2e cycle du secondaire ; cloisonnement entre les enseignements secondaire et technique, entre le 1er et le 2e cycle universitaire, entre formation générale et formation professionnelle ; ségrégation entre les maîtres dont les statuts seront différents (plus les élèves seront âgés, mieux on sera payé !) etc, on ne peut reprocher au système de manquer d'unité ! La lutte entre individus, entre classes sociales, entre statuts étant institutionnalisée dès l'école. c'est un monde de loups que nos enfants connaîtront très jeunes.

Enfin, il est décidé que les professeurs de l'enseignement secondaire recevront une formation après deux ans d'études dans le second cycle de l'université et l'obtention du C.A.P.E.S. ou de l'agrégation. Mais formés comment ? Le projet est muet sur ce point essentiel. Et pourtant, c'est de cette formation que dépend l'esprit qui régnera dans le secondaire. Et formés par qui ? Principalement par les professeurs d'université qui n'auront pas subi eux-mêmes de formation ! Le mystère et la confusion règnent là où il aurait fallu précision et clarté.

Du lycée à l'université, quel sera l'idéal de vie des jeunes ? Quel sera le sens profond de leurs études ? Devenir des personnes autonomes et responsables à l'esprit libre et ouvert, épris de connaissance, de culture, de beauté, de création ? des individus aptes à coopérer à égalité dans leurs relations de travail et d'autogérer leur entreprise ? des travailleurs manuels ou intellectuels aimant un travail où ils se réalisent et qui ne les coupe ni des autres, ni de la culture ?

○

Non ! le but de la jeunesse sera de se frayer à la force du poignet une place dans la jungle capitaliste et technologique et de se soumettre aux besoins de l'économie, des dirigeants et de l'Etat - de devenir, en quelque sorte, une marchandise sur le marché du travail ; comme le constate justement un syndicaliste, le jeune aura tout juste le droit de choisir la sauce à laquelle il sera mangé (3).

Ainsi, l'école, le lycée, l'université continueront à former, selon les besoins des dirigeants, soit des maîtres, soit des esclaves, et l'étau de l'aliénation se resserrera un peu plus sur les déshérités.

Mais si, faute d'avoir oublié dans son projet les véritables aspirations des intéressés, le gouvernement faisait fausse route ? S'il avait oublié que la jeunesse actuelle est plus avertie que la jeunesse d'autrefois ? Les jeunes accepteront-ils d'être réduits au rôle de pourvoyeurs de la société du marketing ? Accepteront-ils encore longtemps de se perdre eux-mêmes pour gagner leur vie ? Accepteront-ils d'être sélectionnés, étiquetés, condamnés au gavage, condamnés à absorber la pâtée décervelante et déshumanisante préparée « scientifiquement » par les technocrates ?

Si elle passe au Parlement - ce qui est probable - la nouvelle loi sur l'enseignement secondaire sera lourde de révoltes.

Mathilde NIEL

1.– in *Le Figaro*, 17.1.74
2.– id., 16.1.74
3.– in *Syndicalisme universitaire,* 31.1.74.